

CoAxions

N° 4 - janvier 2018



Radicalisme



Table des matières

Introduction	5
Mots-clés	7
Perspective historique : analyse	13
Y a-t-il vraiment une montée du radicalisme violent?	13
« Radicalisme violent » : de quoi parle-t-on ?	14
Contexte actuel	17
Analyse proposée par le C.A.I.	17
Notion de résilience sociale au secours des chercheurs	23
confrontés au radicalisme	
Sur le terrain namurois	26
Diagnostic local de la « radicalisation violente » à la Ville de	26
Namur	
Point de vue d'un formateur en interculturalité (Namur)	28
Bonnes pratiques de terrain	31
Montée du terrorisme et conséquences sur les relations	31
interculturelles (Sambreville)	
Réponse pédagogique face à la polarisation sociale (Viroinval)	34
Action en milieu scolaire (Gembloux)	35
Amélioration du vivre ensemble et prévention du radicalisme	35
(Andenne)	
Apprendre à se regarder autrement (Namur)	36
Rassembler les radicaux : la polarisation au cœur du débat	37
(Bruxelles)	
Observations du C.A.I.	40
Conséquences sur le champ d'action du C.A.I.	40
Actions proposées par le C.A.I.	40
Conclusion	42
Outils pédagogiques	44
Orientation bibliographique	46

Introduction

Ces dernières années ont été particulièrement marquées par une recrudescence inquiétante d'actes terroristes en Europe, qualifiés de radicaux (violents). Certains ont été revendiqués, d'autres ont été le fruit d'actes isolés. De multiples recherches et analyses ont vu le jour. Par extension, ces actes terroristes sont devenus des actes radicaux à telle enseigne que la lutte contre le radicalisme (et son pendant, la déradicalisation) semble être devenue une priorité politique majeure.

Cependant, un nombre croissant d'intellectuels ont ainsi dénoncé le recours abusif à certains termes. A titre d'exemple, dans son essai intitulé « Confiscation des mots, des images et du temps », la philosophe Marie-Josée Mondzain (« *Confiscation des mots, des images et du temps. Pour une autre radicalité* », 2017) met en évidence la manière dont le vocabulaire est instrumentalisé par le libéralisme économique et du coup appauvrit l'action politique en délégitimant la radicalité.

En effet, dans un grand tourbillon sémantique, divers termes et concepts sont abordés et utilisés de manière indifférenciée et a priori interchangeable : radicalisme, radicalité, extrémisme, action violente, terrorisme, djihadisme, islamisme... ces termes semblent tous relever d'une même logique, voire d'une même communauté d'intention.

Si le radicalisme n'est en effet pas toujours synonyme de progrès social, il fait néanmoins parfois appel au courage des ruptures constructives et à l'imagination la plus créatrice. M.-J. Mondzain insiste sur la nécessité de sortir de la confusion entre le radicalisme aux vertus de transformation et les extrémismes semant la terreur.

Finalement, de quoi parle-t-on ?

Ce Coaxions propose une ouverture et une clarification de ce que recouvre le terme « radicalisme » afin d'éviter une stigmatisation. L'objectif majeur de cette publication n'est pas d'essentialiser les causes des actes terroristes en « causes musulmanes », mais d'être au diapason des phénomènes de radicalisation sans distinction de religion. Il est donc pertinent de poser la question pour toutes les formes de radicalisme : prenons pour exemple le matérialisme effréné, la valorisation de l'avoir plutôt que de l'être, la tendance toujours plus importante de transformer les personnes en objet plutôt qu'en sujet. Ces exemples créent également un vide de sens, pouvant ouvrir la porte à un certain radicalisme économique. Ce matérialisme peut être associé à des attitudes extrêmes comme le néolibéralisme, la mondialisation sauvage, le contrôle des ressources pétrolières et minières à n'importe quel prix, la manipulation d'argent virtuel et les circuits d'économie parallèle comme ceux de la drogue et du trafic d'êtres humains. Cela précéderait, voire préparerait d'autres formes de radicalisme, comme la forme religieuse par exemple.

Dans un premier temps, nous poserons les jalons d'une sémantique afin de l'uniformiser et d'apporter clarté et cohérence sur les termes utilisés.

Mots-clés

Ensuite, nous remettrons en perspective, à travers une dimension temporelle, le concept de radicalisme :

- Qu'est-ce qui, au regard de l'histoire récente peut expliquer une montée du radicalisme ?
- Comment ramener cette mise en perspective au contexte actuel ?
- Comment appréhender la complexité du phénomène ?

Cette partie est construite sur base d'articles scientifiques (à la fois de fond et vulgarisés).

Dans un troisième temps, après une exploration générale, nous nous situerons dans une perspective locale : qu'en est-il en province de Namur (territoire géographique du C.A.I.) ? Comment, au niveau local, s'est-on saisi de la question du radicalisme ?

Quatrièmement, nous proposerons au cœur de cette vision locale un état des lieux de quelques pratiques rencontrées sur le terrain, selon différents points de vue exprimés par divers partenaires du C.A.I.

Nous terminerons par le positionnement éthique et politique du C.A.I. au regard de la question du/des radicalismes : que propose-t-il dans le long terme, quel sens donne-t-il à ses actions au regard de cette réalité ?

Benoîte DESSICY
Directrice du C.A.I.

Fabian MARTIN
Président du C.A.I.

« Lorsque les mots perdent leur sens, les gens perdent leur liberté » (Confucius)

Les discours dominants, relayés massivement par les médias, semblent cantonner le mot radicalisme au contexte religieux, en particulier à des groupes islamisés. L'ouverture sémantique et par là même celle du champ de la réflexion nécessite de revenir aux définitions du mot. L'examen de son utilisation dans d'autres contextes (politiques, sociaux, militants ou religieux) et de ses usages permet d'apporter toutes les nuances nécessaires. L'objectif est de prendre distance avec le discours dominant.



Définition étymologique et sémantique

Radical

du latin *radicalis*, dérivé de *radix* « racine »¹

1. Qui vise à agir sur la cause profonde des effets qu'on veut modifier
2. (Botanique) Qui vient à la racine. *»* Feuilles, fibres radicales, pédoncules radicaux, qui naissent au collet de la racine.
3. (Figuré) Ce qui a rapport au principe d'une chose, à son essence. Guérison, cure radicale, cure qui a détruit le mal dans sa racine.
4. (Grammaire) En rapport avec la racine du mot. *»* Terme radical. *»* Lettres radicales, lettres qui sont dans le mot primitif et qui se conservent dans les mots dérivés. *»* Signe radical, signe qui se met devant les quantités dont on veut extraire la racine.
5. (Politique) Qui préconise l'application intégrale de certains principes
6. Qui est absolu, qui va jusqu'au bout de ses opinions.

La plupart de ces descriptions couvrant la botanique, les mathématiques et la politique semblent assez neutres en soi. Or, comment expliquer la sursaturation sémantique et la perception négative dont fait l'objet de nos jours cet adjectif qualificatif ?

En effet, quand un mot devient fourre-tout et simplifie trop de choses, il finit par ne plus rien signifier efficacement.

¹ La revue *Aide-mémoire*, publication trimestrielle des Territoires de la Mémoire, jan., fév., mars 2016

² <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/radicalisme/65994?q=radicalisme#65244>

Sursaturation sémantique et implicite religieux

Comme nous venons de le voir, le mot radical est emprunté au latin et désigne à partir du XVIIe siècle, conformément à son étymologie, ce qui est relatif à la racine de quelque chose, à son origine, à ses causes profondes, surtout dans les domaines scientifiques. Par extension, il a ensuite qualifié ce qui est intense, puissant.

Dans son ouvrage « Les mots piégés par la politique »³, Philippe Blanchet clarifie la trajectoire historique du concept de radicalisme. Sur le blog « Les mots sont importants » (LMSI.net) l'auteur livre une réflexion critique. Le mot est fortement utilisé à partir des années 2000 suite aux attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis. La fréquence de son usage médiatique s'amplifie davantage suite aux attentats commis en 2015 et 2016 au nom de Daech (Bruxelles, Paris, Nice, Copenhague, Londres, Berlin,...). La notion de radicalisme se cristallise alors autour de l'Islam et du terrorisme dit islamique. Absent des politiques publiques jusqu'en 2014, le terme radicalisme est devenu l'un des intitulés majeurs de plans d'action du gouvernement belge, notamment dans les domaines de la justice et de l'éducation pour « prévenir et détecter la radicalisation ».

Dans le champ politique, il a désigné à partir du XIXe siècle ce qui a trait au radicalisme, c'est-à-dire en France au Parti Radical et en Angleterre aux idées de Jeremy Bentham, qui ont en commun d'avoir un projet politique profondément réformiste, voire révolutionnaire, très ancré à gauche (attachement à la démocratie, à la laïcité, à l'égalité, au suffrage universel, voire au socialisme), et qualifié d'extrémiste par leurs opposants. Par extension, il a été utilisé pour désigner une attitude intransigeante et jusqu'au boutiste. C'est à propos du radicalisme qu'est inventé le verbe radicaliser, au XIXe siècle, pour désigner le fait d'adhérer au Parti Radical ou aux idées de ce parti, d'où par extension le sens « rendre fondamental » (retour à l'étymologie de la racine) ou « rendre extrémiste ». Le mot radicalisation a été dérivé du verbe à partir des années 1930, pour nommer le fait de (se) radicaliser, notamment des mouvements révolutionnaires de gauche.

Ce n'est qu'à partir des années 2000 et surtout 2010 qu'il a été utilisé avec ce sens actuel, à la fois beaucoup plus large (tout projet sociétal) et

beaucoup plus caractérisé (action violente) :

« *Par radicalisation, on désigne le processus par lequel un individu ou un groupe adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel* » (F. Khosrokhavar, *Radicalisation*, Édition de la Maison des Sciences et de l'Homme, Paris, 2014).

Des implicites sournois et dangereux

Le terme **radicalisation**⁴ (Larousse) désigne « le fait de se radicaliser ou l'action de radicaliser d'autres personnes. C'est le processus par lequel un individu ou un groupe d'individus adoptent une forme violente d'action directement liée à une idéologie extrémiste dont le contenu est politique, social ou religieux et contestant l'ordre établi (plan politique, social, culturel, religieux) ».

Au vu de cette définition, Radicalisation n'est décidément pas un terme adapté.

Premièrement parce que, dans le champ politique, il désigne historiquement des progressistes humanistes tout à fait opposés aux obscurantistes meurtriers dont on parle aujourd'hui.

Deuxièmement parce qu'il embarrasse au point que ses utilisateurs et promoteurs principaux n'arrivent ni à le définir de façon claire ni à se mettre d'accord entre eux.

Troisièmement parce qu'il laisse entendre que toute radicalité est en soi dangereuse et pourrait conduire au terrorisme.

Quatrièmement parce que son usage non spécifié mais implicitement réservé à un fanatisme religieux précis crée à la fois de la stigmatisation et de l'injustice pour les populations concernées par cette religion.

Cinquièmement parce qu'il laisse penser que les fanatiques en question ne font qu'appliquer leur religion de façon intransigeante et intense (sens de « radical »), ce qui fait croire que c'est bien l'islam qui est la racine du mal dit islamiste, djihadistes, terroriste : que

³ Philippe Blanchet, *Les mots piégés de la politique*, éd. Textuel, Paris, 2017.

⁴ <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/radicalisation/65992>

les tueries auxquelles on assiste trouvent leurs fondements dans leur religion elle-même, dont on encourage ainsi le rejet par le reste de la population.

Pour sortir du flou et des implicites religieux, ouvrons la sémantique au champ politique.

Acception politique

Dans son acception plus politique, Jean Faniel⁵ redéfinit le radicalisme en partant du Littré (XIX^{ème} siècle) précisant plusieurs sens du mot « radical » : arrêtons-nous sur ceux qui ont une dimension politique.

Primo, il peut identifier la source de ce qu'on considère être un problème : par exemple, le capitalisme pour la gauche radicale qui dénonce l'exploitation et les inégalités ; l'ouverture de la société, sa perte de pureté et/ou la trahison des élites pour la droite radicale qui estime le peuple national maltraité ; l'éloignement des enseignements des textes saints pour les religieux radicaux (musulmans, chrétiens ou autres) qui jugent leur société décadente.

Secundo, le radicalisme peut être la volonté, non pas de remonter à la source mais, à l'inverse, de pousser à son terme la réforme que l'on juge nécessaire.

Ce terme peut aussi servir de moyen d'autodéfinition, délibérément employé par une force politique qui s'en revendique. Enfin, il peut aussi être mobilisé pour critiquer, dénoncer ou stigmatiser la position d'un adversaire politique – tel est clairement le cas actuellement lorsqu'on parle du radicalisme islamiste.

En dehors de partis définis comme tels, il existe des mouvements ou forces politiques considérés comme radicaux. Dans le contexte actuel, on songe au radicalisme islamiste. Comme son nom l'indique, Sharia4Belgium, organisation dissoute il y a quelques années et dont plusieurs dirigeants ont été condamnés, entendait changer radicalement la société belge. Cet exemple permet d'identifier assez aisément un courant

et des protagonistes. On peut aussi regarder du côté de la droite radicale. Elle ne s'organise pas uniquement sur le plan partisan. Des groupes s'apparentant davantage à des milices ou à

des bandes peuvent également relever du radicalisme organisé.

Enfin, on peut considérer comme radicales des organisations féministes qui dénoncent le patriarcat comme source de formes multiples d'oppression. Le Comité pour l'annulation de la dette du Tiers monde (CADTM) voit dans le mécanisme de la dette un facteur fondamental de domination des peuples. Les mouvements d'aide aux sans-papiers considèrent que la fermeture des frontières est la cause non seulement de violations des droits de l'homme, mais aussi de la création d'une main-d'œuvre clandestine qui concurrence directement les conditions de travail et de rémunération des salariés réguliers. Ces mouvements ne prétendent pas nécessairement développer une analyse sur le fonctionnement de la société dans son ensemble, mais identifient un terrain de lutte qui leur semble primordial car il a des répercussions dans des domaines adjacents potentiellement nombreux. Résoudre à la racine le problème identifié (en abolissant le patriarcat, la dette...) est alors l'objectif poursuivi. Pour d'autres encore, dans des domaines très divers également, le radicalisme s'exprime davantage dans les moyens de lutte employés : fauchage de champs où sont implantées des cultures d'organismes génétiquement modifiés, attaques par des groupes « pro-life » de centres pratiquant des interruptions volontaires de grossesse...

Du radicalisme à ses formes extrêmes, la « radicalisation violente »

Voyons dans un premier temps le glissement possible vers le radicalisme dans ses formes extrêmes.

Il y aurait un continuum en trois stades d'un même processus⁶ :

Le **radicalisme** dans cette première étape, fait primer le contexte social. Les discriminations et le « manque d'attention » ou de valorisation de l'individu ainsi que la minorité à laquelle il appartient, induiraient une « privation relative » du groupe. Cela pourrait être un des facteurs de la radicalisation. Néanmoins, il est important de noter que d'autres leviers de radicalisation ont été identifiés.

L'**extrémisme**, ensuite, est la volonté d'accepter le recours à la violence, sans pour autant passer à l'exercice de la violence. Dans cette phase, la pression du groupe amène les plus modérés à adopter des opinions et des actes plus extrêmes, à force d'être confortés à de nombreux arguments allant dans ce sens. Il s'agit de l'endocrinement. L'effet de menace ne fait que renforcer ce processus, car la cohésion du groupe est d'autant plus forte qu'il peut se souder contre un ennemi commun. Ennemi qui va être déshumanisé, à qui l'on va retirer toutes ses caractéristiques humaines, ce qui facilitera l'usage de la violence à son encontre.

Le **terrorisme**, enfin, est un ensemble de comportements violents résultant d'une idéologie qui est partagée par au moins un groupe, même limité. L'objectif majeur est de semer ou d'inspirer la peur, voire la terreur du plus grand nombre.

Continuons ensuite à clarifier l'ensemble de la terminologie pouvant prêter à confusion autour du phénomène de la radicalisation violente : islamisme, djihadisme, intégrisme, fondamentalisme, fanatisme, qu'entend-on par-là ?

L'islamisme

Ce qu'en dit le Larousse en ligne : « désigne les courants les plus radicaux de l'islam, qui veulent faire de celui-ci non plus essentiellement une religion, mais une véritable idéologie politique par l'application figée de la charia et la création d'Etats islamiques intransigeants ».

Le djihadisme

Ce qu'en dit le Larousse en ligne : « nom par lequel on désigne les idées et l'action des extrémismes qui recourent au terrorisme en se réclamant de la notion islamique de Djihad ».

Dans l'islam, il y a le grand Djihad, signifiant « combat sur le chemin de Dieu », un effort sur soi-même pour combattre ses passions subjectives et individuelles; et le petit djihad. Celui-ci désignait au Moyen-Âge la défense de l'Islam lorsqu'il était attaqué. Mais le djihadisme qui en découle aujourd'hui désigne clairement le terrorisme pratiqué au nom de l'islam. Certains musulmans s'en insurgent, d'ailleurs, car le djihad ne peut être proclamé que par une Haute autorité musulmane. Le problème est que cette autorité est difficilement identifiable de manière uniforme dans le(s) monde(s) musulman(s).

⁵ La revue *Aide-mémoire*, publication trimestrielle des Territoires de la Mémoire, jan., fév., mars 2016

⁶ O. Roy, *En quête de l'Orient perdu. Entretiens avec J. L. Schlegel*, Seuil, Paris, 2014

Perspective historique : analyse

L'intégrisme

Ce qu'en dit le Larousse en ligne : « attitude de certains croyants qui, au nom d'un respect intransigeant de la tradition, se refusent à toute évolution ou interprétation des textes sacrés ».

Le fondamentalisme

Ce qu'en dit Le Larousse en ligne :

1. « courant théologique, d'origine protestante, développé aux États-Unis pendant la Première Guerre mondiale, et qui admet seulement le sens littéral des Écritures. (Il s'oppose à toute interprétation historique et scientifique et s'en tient au fixisme.) »
2. « Tendance de certains adeptes d'une religion quelconque à revenir à ce qu'ils considèrent comme fondamental, originel »

Le fanatisme

Ce qu'en dit Le Larousse en ligne :

1. « Dévouement absolu et exclusif à une cause qui pousse à l'intolérance religieuse ou politique et conduit à des actes de violence ».
2. « Attachement passionné, enthousiasme excessif pour quelqu'un, quelque chose ».

Le terme a été popularisé grâce aux débats autour de Vatican II. Il désignait, à l'origine, ceux qui voulaient appliquer intégralement la tradition, comme la messe en latin par exemple. Aujourd'hui, il désigne encore ceux qui veulent revenir à l'Eglise catholique d'avant Vatican II. Dans le monde musulman, on en a parlé à propos de l'Iran suite à la révolution islamique. Mentionnons la volonté et/ou la prétention d'intégrité des intéressés dans la notion d'intégrisme.

Malgré la complexité du phénomène, analysons à présent comment l'histoire récente peut expliquer la montée du radicalisme.

Y a-t-il vraiment une montée du radicalisme violent?

Cette mise en perspective historique évoque la question du radicalisme de l'islam.

Selon O. Roy⁸, il n'y a pas de troisième ou quatrième génération de djihadistes. Depuis 1996, nous sommes confrontés à un phénomène très stable : la radicalisation de deux catégories de jeunes, à savoir des « deuxième génération » musulmans et des convertis « de souche ». Le problème essentiel pour la France et la Belgique n'est donc pas le « califat » du désert syrien, qui s'évaporera tôt ou tard comme un vieux mirage devenu cauchemar. C'est d'ailleurs en cours. Il s'agit de la révolte de ces jeunes. Et la vraie question est de savoir ce que représentent ces jeunes, s'ils sont l'avant-garde d'une guerre à venir ou au contraire les ratés d'un borborygme de l'Histoire.

Globalement, deux lectures dominent et structurent aujourd'hui la scène médiatique : en gros, l'explication culturaliste et l'explication tiers-mondiste. La première met en avant la récurrente et lancinante guerre des civilisations : la révolte des jeunes musulmans montre à quel point l'islam ne peut s'intégrer, du moins tant qu'une réforme théologique n'aura pas radié du Coran l'appel au jihad. La seconde évoque avec constance la souffrance postcoloniale, l'identification des jeunes à la cause palestinienne, leur rejet des interventions occidentales au Moyen-Orient et leur exclusion d'une société d'accueil raciste et islamophobe à leur égard.

Ces deux explications butent sur le même problème : si les causes de la radicalisation étaient structurelles, alors pourquoi ne toucherait-elle qu'une frange minime et très circonscrite de ceux qui peuvent se dire musulmans en France

et en Belgique ? Quelques milliers sur plusieurs millions.

Qu'y a-t-il de commun entre les « deuxième génération » et les convertis ? Il s'agit d'abord d'une révolte générationnelle : les deux rompent avec leurs parents, ou plus exactement avec ce que leurs parents représentent en termes de culture et de religion. Les « deuxième génération » adhèrent rarement à l'islam de leurs parents, ils sont « occidentalisés » et parlent mieux français qu'eux.

La clé de la révolte, c'est d'abord l'absence de transmission d'une religion insérée culturellement. C'est un problème qui ne concerne ni les « première génération », porteurs de l'islam culturel du pays d'origine, mais qui n'ont pas su le transmettre, ni les « troisièmes générations », qui parlent français avec leurs parents et ont grâce à eux une familiarité avec les modes d'expression de l'islam dans la société française : même si cela peut être conflictuel, c'est « d'licable ».

Les jeunes convertis adhèrent, quant à eux, à la « pure » religion, le compromis culturel ne les intéresse pas ; ils retrouvent ici la deuxième génération à un « islam de rupture », rupture générationnelle, rupture culturelle, et enfin, rupture politique. Bref, rien ne sert de leur offrir un « islam modéré », c'est la radicalité qui les attire par définition. Loin d'être le symbole d'une radicalisation des populations musulmanes, les djihadistes font exploser la fracture générationnelle, c'est-à-dire tout simplement la famille. En rupture avec leur famille, les djihadistes sont aussi en marge des communautés mu-

⁷ Cité dans *Sciences Humaines* n°283, juillet 2016, p.18-21, Qu'est-ce que le fanatisme ?

⁸ O. Roy, « Résister à la terreur », *Le Monde*, Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 2016, p.66

sulmanes : ils n'ont presque jamais un passé de piété et de pratique religieuse, au contraire.

Néanmoins, les explications sociologiques en termes de marginalisation sociale des jeunes qui

partiraient au jihad ne suffisent plus à rendre compte des formes de radicalité et de passage à l'acte terroriste.

« Radicalisme violent » : de quoi parle-t-on ?

Robert Scarpa, formateur en interculturalité

Cette analyse propose de voir comment la sémantique et son évolution à travers l'histoire laisse de fortes empreintes sur les mouvements sociaux. Depuis plusieurs années, une nouvelle expression s'est imposée chez les politiciens, dans les forces de l'ordre, dans la presse, dans l'ensemble de la population mais aussi dans les institutions sociales : le « radicalisme violent » ou « radicalisation violente ». On aurait pu continuer à parler de terrorisme, voire de djihadisme mais « on » a préféré utiliser une expression ambiguë et problématique. En effet, elle élargit le territoire des suspicitions : le nombre de citoyens susceptibles d'être dénommés « radicaux violents » peut s'avérer considérable selon la définition que l'on donne aux termes de cette appellation.

Radicalisme, radicalisation, radicalité

Selon le dictionnaire Robert, nous l'avons vu, « radical » signifie : qui tient à l'essence d'une chose ou d'un être. Se radicaliser consiste à se diriger vers l'essentiel, vers la racine (latin « radix ») d'une opinion ou d'une idée. Emprunté par la langue anglaise, le mot « radical » nous est revenu quelques siècles plus tard pour désigner ce qui est extrême. En politique, se radicaliser signifie devenir intransigeant, durcir ses revendications⁹.

Les premiers « radicaux » en France (19ème siècle) furent les républicains partisans d'une réforme radicale vers la démocratie et la laïcité. Le parti républicain radical est aujourd'hui un parti de droite. Une partie de ce mouvement radical s'est reportée vers le centre-gauche et s'est appelé le parti radical-socialiste. L'ex-premier ministre français Michel Rocard en fut le dirigeant le plus célèbre.

Il existe des partis radicaux dans pratiquement tous les pays européens et dans de

nombreux pays d'Amérique latine,¹⁰... Tantôt de gauche, tantôt de droite, tantôt du centre. En Belgique, le slogan de campagne du cdH fut, il y a quelques années, « radicalement au centre ! » Quel est le lien de ce radicalisme avec celui des djihadistes ? Il semble bien éloigné. Jusqu'il y a quelques années, le terme « radical » ne détenait plus aucune connotation extrémiste dans la langue française.

Ce mot possède donc une signification trop large pour désigner uniquement le phénomène du djihadisme ou du terrorisme. Certains y voient un avantage : celui de pouvoir y inclure les partis et mouvements d'extrême droite. Mais à ce jeu, on peut facilement y incorporer les militants d'extrême gauche, les militants écologistes, les syndicalistes, des féministes comme les Femen, etc. La liste risque d'être longue car pour entrer dans la catégorie du « radical » ou du « radicalisé », il suffit d'être désigné par les détenteurs de la « pensée unique » comme intégriste, doctrinaire, fanatique, (ultra-) orthodoxe, dogmatique, fondamentaliste, ... On peut y inclure des personnes, des groupes ou des institutions des champs religieux, politiques, syndicaux... et pourquoi pas sportifs !

Dans son livre confession « Un président ne devrait pas dire ça », l'ex-président français F. Hollande a avoué avoir espionné les militants écologistes de Notre Dame des Landes grâce à l'état d'urgence instauré après les attentats de Daesh car ils furent catalogués parmi les « radicaux violents ». Cet état d'urgence a aussi permis d'interdire 150 manifestations sur le territoire français, principalement des manifestations contre la loi El Khomri (modifiant le droit du travail) et des manifestations écologistes lors de la COP 21. Et l'on a observé une hausse de la violence policière¹¹. On le constate, les dérives sont faciles même dans les pays dits démocratiques.

Radicalisme « violent »

Qu'est-ce que la violence ? Parle-t-on uniquement de violence physique envers des personnes ou des choses ? Aujourd'hui, on sait et on reconnaît que la violence psychologique n'est pas moins destructrice que la violence physique. On peut facilement « détruire » une personne sans porter directement atteinte à son intégrité corporelle. Sans aller jusqu'à évoquer les tortures psychologiques utilisées au cœur de prisons de certains régimes, pensons simplement au harcèlement pratiqué dans certaines entreprises qui peut mener les personnes harcelées au burnout, à des troubles psychologiques importants voire au meurtre ou au suicide.

En Italie, le parti radical a longtemps eu à sa tête le célèbre Marco Panella, aujourd'hui décédé. Afin de faire aboutir ses revendications, ce député, inspiré par Gandhi, pratiquait la grève de la faim et parfois aussi de la soif. Il a ainsi fait pression sur ses confrères et sur les gouvernements pour que soit voté le droit à l'avortement ou pour améliorer les conditions carcérales des détenus. La grève de la faim a trouvé un écho favorable dans le monde entier car elle utilise la non-violence. Mais à y regarder de plus près, est-on si certain qu'elle soit exempte de toute violence ? La grève de la faim est d'abord une violence pratiquée sur soi-même. Ensuite, elle est utilisée principalement comme un instrument de chantage sur l'autre. C'est une manière de lui proférer : « Si tu ne m'accordes pas ce que je demande, je me laisse mourir et tu seras responsable de ma mort ». La grève de la faim apparaît donc comme un acte empreint de grande violence où chaque partie est susceptible d'utiliser la pression psychologique, le chantage au suicide voire le meurtre par le « laisser mourir ».

Dans un registre très différent, observons un moine ou une moniale ayant par exemple fait à 20 ans vœux de silence et de chasteté pour le reste de leur vie. Ces vœux ne sont-ils pas qualifiables de radicaux ? S'imposer une vie cloîtrée ainsi que le silence et la chasteté durant toute une vie, n'est-ce pas un acte empreint de violence ? Mais qui oserait traiter ces moines et ces moniales de radicalisés violents ?

A travers ces exemples épars, on constate que même l'adjectif « violent » ne va pas de soi dans l'expression « radicalisme violent ».

Si on donne une définition large aux deux termes, on peut englober dans le « radicalisme violent » une multitude d'actes humains. D'ailleurs, le radicalisme et la violence semblent présents dans tous les rouages de notre société. Quand une entreprise délocalise et licencie tout son personnel tout en faisant des bénéfices, qui peut nier qu'il s'agit d'un acte radical et violent ?

Les valeurs démocratiques en danger

Les appareils d'Etat n'incluront jamais leur propre violence dans la catégorie du « radicalisme violent » car ils estiment que les violences policières et militaires sont légitimes. Ainsi, des actes peu violents commis par des militants seront condamnés. Il y a quelques mois, un militant syndical belge a été poursuivi et condamné pour avoir fait trébucher un policier qui poursuivait des manifestants pour les matraquer. On peut légitimement s'interroger : de quel côté se trouvait la violence et de quel côté se trouvait la légitime défense ?

Un débat a récemment eu lieu au sein de l'ANR-France (Agence Nationale de la Recherche) pour tenter de définir « la radicalisation » comme objet de recherche. La conclusion a été qu'il ne s'agit pas d'un concept pertinent car sa définition est trop vague et qu'il renvoie à une multitude de phénomènes sans liens les uns avec les autres.

Nombreux sont les philosophes, les linguistes, les psychologues et les romanciers qui ont affirmé que les mots que nous utilisons façonnent notre cerveau, notre vision du monde, nos rapports aux autres et à nous-mêmes ainsi que l'organisation de notre société.

Durant la période nazie en Allemagne, Victor Klemperer a analysé l'influence des nouvelles expressions et des glissements de sens de certains mots de la langue allemande diffusés par le troisième Reich. Il a considéré qu'il s'agissait du moyen de « propagande le plus puissant, le plus public et le plus secret »¹² du nazisme. De façon plus efficace que les outils de propagande (grands rassemblements, grands discours, ...), il pensait qu'elle fut l'arme qui influença le plus profondément le peuple allemand et qui lui fit adopter une vision du monde qui s'est révélée effroyable.

⁹Robert, dictionnaire historique de la langue française, 1998.

¹⁰https://fr.wikipedia.org/wiki/Parti_radical

¹¹ Source : journaux parlés de France Inter, 31 mai et 13 juin 2017.

¹² Cité par Eric Hazan, LQR : La propagande du quotidien, Ed. Raison d'agir, Paris, 2006.

Contexte actuel

En 2006, s'inspirant du travail de Victor Klemperer, Éric Hazan¹³ s'est emparé du vocabulaire de la Vème République française pour analyser dans le vocabulaire ordinaire l'empreinte du néolibéralisme. En Belgique, l'association « PhiloCité »¹⁴ réalise actuellement un travail semblable. On peut ainsi évoquer le mot « populisme »¹⁵. Largement employé par la presse et les politiciens, l'adjectif « populiste » est actuellement utilisé pour discréditer toute critique du système néo-libéral qui prendrait en compte les besoins fondamentaux et les revendications souvent légitimes des classes défavorisées¹⁶. Au début du 20^{ème} siècle, ce mot possédait pourtant une connotation positive.

Et notre futur ?

Si l'on examine de près les significations de cette expression d'apparence légitime, on voit que l'emploi et l'adoption des termes de « radicalisation violente » comme synonymes de djihadisme ou de terrorisme risquent de mener à la criminalisation de tous les actes de contestation. Le péril est grand de voir toutes les personnes et tous les groupes critiquant l'ordre établi être taxés de radicalisme avec le sous-entendu que tout radicalisme est potentiellement violent, donc dangereux, donc punissable. Grâce à cette expression ambiguë, les pouvoirs étatiques risquent de facilement mettre en place une surveillance généralisée des personnes et des organisations jugées « radicales ». Ce qui équivaudra à mettre en danger les fondements mêmes de nos démocraties.

¹³ Eric Hazan, LQR : *la propagande du quotidien*, Ed. Raison d'agir, Paris, 2006.

¹⁴ G. Jeanmart, « *Le pouvoir des mots* », in *Imagine*, janvier 2016.

¹⁵ www.philocite.eu/auto-defense-intellectuelle/

¹⁶ Le mot « populiste » ne devrait-il pas être banni de notre vocabulaire sauf à être revalorisé et à avoir retrouvé son sens positif originel ?

Analyse proposée par le C.A.I.

Précisons d'emblée que les grilles de lecture proposées ici ne sont valables que pour l'Europe occidentale et apportent une analyse pouvant sembler contradictoire avec les propos précédents concernant les personnes qui se radicalisent (propos relevés par O. Roy notamment). Cette apparente contradiction illustre à quel point il n'est aujourd'hui plus possible de dresser un « profil-type » ; la réalité s'est complexifiée et les profils appréhendés ne tiennent plus.

Au lendemain de chaque attentat, les hypothèses des causes sociétales ayant motivé les terroristes se circonscrivaient à la religion, à la précarité et parfois aux troubles psychologiques. Peu à peu, l'émotion retombant, les experts se sont efforcés de mettre en perspective le contexte actuel et la complexité du phénomène. La complexité est double. L'« écosystème », d'une part, de nos/nos sociétés(s) comprend une multiplicité de dimensions (politique, économique, sociale, culturelle, climatique, institutionnel, etc.). Elle implique également une complexité ontologique de l'individu comme sujet et comme acteur.

Concentrons-nous d'abord sur la complexité du contexte. En effet, les analyses complémentaires émergent progressivement et favorisent l'entendement. Le sociologue franco-iranien F. Khosrokhavar¹⁷ pose un premier cadre dans lequel les institutions traditionnelles françaises – telles que la famille, la religion, les syndicats, l'école, les partis politiques, etc. – sont en perte de vitesse. Si l'on part du postulat que les institutions traditionnelles pourvoient en normes et valeurs nécessaires et suffisantes les individus qui composent la société en question, ceux-ci sont outillés pour s'intégrer socio économiquement.

Considérons qu'Olivia¹⁸ en grandissant fréquente une école, se socialise dans sa famille et milite dans un mouvement politique. Que cette

jeune fille vote à droite, à gauche ou au centre ; qu'elle suive des cours dans l'enseignement officiel ou l'enseignement libre, elle grave en elle les comportements attendus, les valeurs et le langage que la société attend d'elle. Elle dispose d'atouts pour prétendre à une promotion sociale.

Ce que relève F. Khosrokhavar c'est l'affaiblissement, voire l'épuisement des institutions traditionnelles. Pas tellement parce que des changements ont lieu (familles monoparentales, modification par les courants politiques de leur programmes, introduction de cours de citoyenneté dans les écoles, etc.), mais davantage parce qu'il est déstructurant pour des individus ne bénéficiant pas ou plus d'alternatives pour s'intégrer socialement et économiquement. C'est particulièrement le cas des couches de la population les moins favorisées. Le mécanisme de mobilité sociale est rompu. L'analyse est identique en Belgique.

Sans maîtrise des codes, Olivia connaît l'échec dans son accès à l'éducation, à la santé, au logement, à la culture, à l'épanouissement social et à l'emploi. Elle se retrouve exclue, stigmatisée, discriminée, marginalisée dans les démarches qu'elle pourrait entreprendre. Non seulement elle vit une situation sociale précaire mais, en plus, elle ne parvient pas à l'exprimer par une participation citoyenne dans la *polis*¹⁹. Au point que,

¹⁷ F. Khosrokhavar, *Radicalisation, Coll. Interventions*, Paris, MSH, 2014

¹⁸ Olivia, Lukas... sont des personnages fictifs. Toute ressemblance avec des personnages réels, bien que recherchée, est fortuite.

¹⁹ « La cité » en grec et plus précisément au sens de « communauté des citoyens libres » à la différence, comme c'était par exemple le cas à Athènes, des femmes, des esclaves, des étrangers.

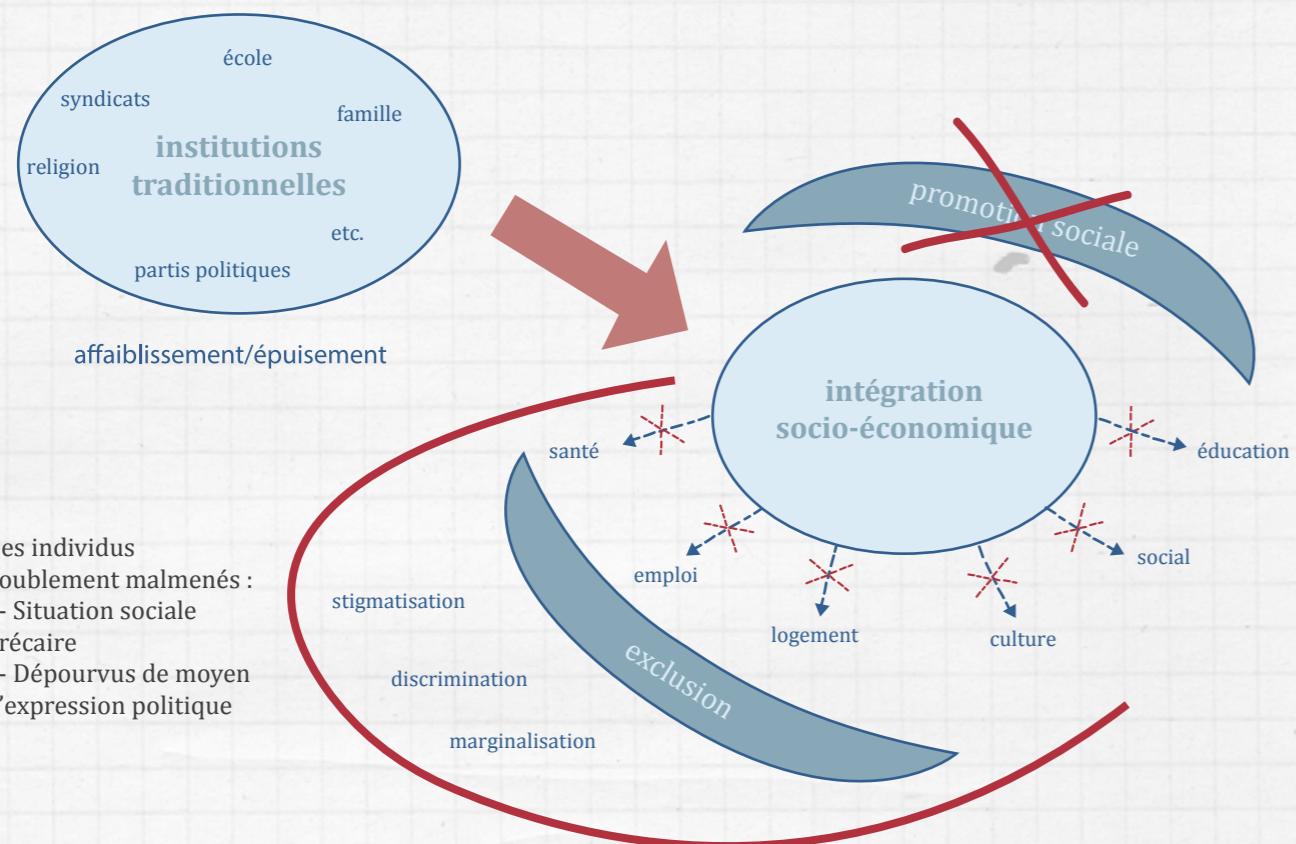


Schéma réalisé par le C.A.I. à partir de Farhad Khosrokhavar, *Radicalisation*, MSH, Coll. Interventions, Paris, 2014.

Une lecture complémentaire part du constat que nombreux sont ceux qui estiment ne plus trouver leur place à la table de nos/notre société(s). Michaël Privot²⁰, islamologue et directeur du réseau ENAR²¹, voit s'accroître les écarts entre deux fractions de la population belge. L'une continue à avoir un avenir meilleur et un accès non restrictif et de qualité à la santé, la politique, l'éducation, l'emploi, etc. Tandis que l'autre part, croissante, se confronte à l'incertitude de sa situation, à l'isolement, aux échecs scolaires et économiques, s'abstient en politique et en tant que citoyen, etc. Cette polarisation de la société est multidimensionnelle. Son origine est à rechercher dans des politiques dont l'application est peu participative, trop peu englobantes, trop peu inclusives, trop strictement ciblées ou trop catégorisées, trop sanctionnantes.

Cette lecture voudrait que si Lukas rencontre certains obstacles, au lieu de les surmonter avec l'appui des politiques sociales, il se voit progressivement opposer de nouveaux obstacles liés à

ces mêmes politiques sociales. Imaginons qu'il est atteint d'une maladie. Au vu du coût de ses traitements, il en vient à fragiliser sa sécurité économique. Ses quelques économies partent en médicaments pour pallier la différence entre son salaire habituel et les indemnités d'incapacité de travail ; il emprunte à quelques amis, grillant sa crédibilité auprès de certains. Sa santé lui impose de travailler à mi-temps médical, la honte liée à sa maladie l'amène à s'isoler de plus en plus, et la non reconnaissance de sa situation l'affecte tout autant que sa maladie.

M. Privot identifie dans la situation de Lukas une rupture latente avec la société, une exclusion progressive, une désaffiliation que ni les politiques sociales, ni les institutions affaiblies de F. Khosrokhavar ne solutionnent. Les politiques sociales esquivent de mieux en mieux les coûts prohibitifs pour le budget de l'État. Cependant, elles échouent dans leurs effets redistributifs, régulateurs, protecteurs et « capacitants » – pour reprendre les quatre volets de Pierre Rosanvallon (*La société des égaux*, Le Seuil, 2011) – au détriment de l'intérêt

absence de renouvellement et de participation démocratique
politiques sociales inadéquates
politiques d'inclusion sociale inadéquates
politiques de lutte pour l'égalité trop ciblées
politiques de lutte contre la pauvreté sanctionnantes
accès aux droits fondamentaux inefficaces

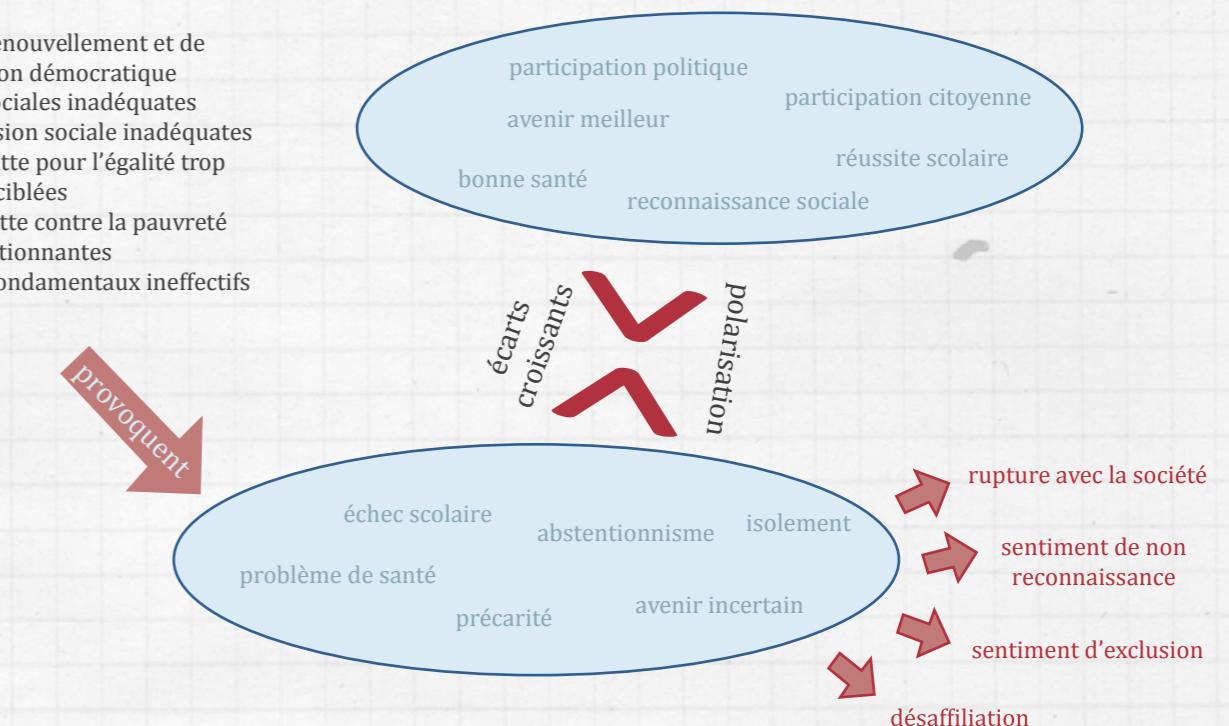


Schéma réalisé par le C.A.I. à partir de Michaël Privot, « Vidéo : Interviews - Prévention du radicalisme violent », CRIC, 12 novembre 2015, URL : www.cricharleroi.be

de la collectivité. Aucune des actions sociales découlant des politiques sociales que Lukas activera ne l'aidera à améliorer sa situation ni à la stabiliser. Son avenir est en constante incertitude.

Le chercheur-consultant en diversité culturelle et religieuse Younous Lamghari enrichit la complexité autour d'un individu en distinguant quatre sphères : la sphère identitaire, la sphère religieuse, la sphère géopolitique, et la sphère socioéconomique et politique. Il place de la sorte un descendant de l'immigration²² au centre de tiraillements identitaires pluriels et bricolés à partir d'univers culturels composites. Chacun d'entre nous va puiser des éléments qui lui serviront pour se construire une pluralité identitaire. Ceci ne signifie pas que nous sommes tous schizophréniques ou mythomanes, mais qu'au regard de situations variées nous allons répondre aux stimuli de façons distinctes.

Youssef se comportera comme un étudiant de haute école lorsqu'il présentera son examen de comptabilité, comme un joueur de football sur le terrain de l'UR Namur, comme un bon musulman à la mosquée locale et comme un « Belge » quand il rend visite à ses cousins dans le Rif marocain. Il n'en est pas moins exposé au « stress identitaire » que vit tout adolescent et qui consiste à se chercher une appartenance, des moyens de valorisation, un passé, des racines et un sens pour se construire un avenir.

D'un point de vue religieux, Y. Lamghari dresse un tableau de rupture entre la pratique majoritaire de l'islam et – certains – jeunes des points de vue théologique et ethos. Il souligne le rôle des institutions traditionnelles telles que les mosquées, les imams, les associations ethno-religieuses. La religion est aujourd'hui pratiquée et véhiculée chez les jeunes au travers d'espaces informels (après l'entraînement de football, par des amis, dans la rue, etc.) et virtuels (les réseaux sociaux, les applis des smartphones, etc.) Puis surtout, et c'est bien là qu'il y a une deuxième rupture, la mobilisation de concepts piochés opportunément dans différents courants théologiques plus ou moins rigoristes. Le salafisme est régulièrement pointé du doigt ; ajoutons le wahhabisme et le qutbisme (branche de l'idéologie islamiste sunnite, qui s'appuie sur la pensée et les écrits de Sayyid Qutb, idéologue et ancien leader des Frères musulmans, exécuté en 1966, promoteur de l'idéologie du jihadisme : propager le « jihad offensif », ou djihad de conquête, djihad armé dans l'avancée de l'islam). La notoriété du Qutbisme doit beaucoup à la forte influence récente des extrémistes djihadistes du genre de Oussama ben Laden.

²² N'importe quel quidam pourrait vivre avec autant de force ou de violence les mêmes tiraillements dans les quatre sphères délimitées par Y. Lamghari.

²⁰ M. Privot, « Vidéo : Interviews - Prévention du radicalisme violent », CRIC, 12 novembre 2015, URL : www.cricharleroi.be

²¹ European Network Against Racism, www.enar-eu.org/

Sans entrer dans les détails (définitions de djihad, de takfir, de haram, etc.), la mobilisation de différents concepts engendre une pratique syncrétique, anachronique, ad hoc et sélective de l'islam.

²³ Citons à titre d'exemple, sans exhaustivité, ni chronologie, ni ordre d'importance sur les inconscients arabo-musulmans : le découpage du Moyen Orient par l'Anglais Sykes et le Français Picot, la campagne de Napoléon Bonaparte en Égypte, la colonisation, la création de l'État d'Israël et les guerres qui s'en sont suivis, etc.

En guise d'image, cela revient à justifier le dépassement d'une voiture par la droite à 140 km/h en recourant au sens sur les routes anglaises d'un côté et aux limitations allemandes de l'autre. Dans les deux cas, le conducteur sur les autoroutes belges ne respecte pas le code de la route wallon, mais pratique en se considérant hors d'atteinte et parfaitement légitime.

Cet usage de références multiples révèle bien la mesure des liens entre local et global. La troisième sphère de Y. Lamghari mentionne l'importance de la géopolitique et plus particulièrement

certains éléments. L'histoire a sa part (les oppositions Iran-Arabie Saoudite et plus encore entre sunnisme et chiisme)²³ mais l'actualité n'est pas en reste. Au premier rang le sentiment d'injustice qui se dégage du conflit israélo-palestinien, mais aussi du pourrissement des conjonctures syriennes et irakiennes. Daesh profite du trouble pour se donner une image d'unificateur des musulmans dans un califat. Un Youssef humaniste dans l'âme, comme une Anaïs d'ailleurs, pourrait aisément se laisser tenter par une vocation altruiste – sauver les innocents palestiniens – et pleine de sens – mettre à profit mes compétences au service d'une cause – en devenant un héros.

Quatrième point, la sphère socioéconomique et politique est source de désenchantement. Pourquoi un jeune comptable comme Youssef enchaîne petits boulots précaires et périodes d'inactivités alors que Samuel, même diplôme,

mêmes arguments, a une situation stable et épauillante ? Les inégalités des chances sont manifestes, de l'école au marché de l'emploi, et plus encore face à la police et à la justice.

Pourachever ce tour de table, le sociologue émérite Guy Bajoit²⁴ formule une explication du plus global au plus individuel. L'État belge est confronté à l'obligation de procéder à des coupes budgétaires, notamment dans les services publics et sociaux. La Belgique, comme de nombreux autres États européens, justifie cette austérité budgétaire par la nécessité conséquente de la/des crises économiques, les impositions des traités européens et le tout alimenté par l'idée que l'impôt comme l'emprunt nuisent à la compétitivité. L'idéologie qui sous-tend ces pratiques provient d'un retour en force dans les années 1975-1980 du modèle économique libéral. La nouvelle classe dominante congédie le modèle protectionniste au profit d'un retour au libre-échange des biens, des services, des capitaux et des informations – mais pas des personnes. Ce modèle néo-libéral, sous le credo « la somme des intérêts individuels augmente l'intérêt général », élève la compétition au rang de valeur absolue. La concurrence acharnée est,

selon G. Bajoit, le plus sûr moyen de stimuler le progrès technique, d'accroître les plus-values et de concentrer les richesses. Or cela se fait au détriment du progrès social et de tous ceux qui n'ont guère les moyens de rester en course.

Pour le moment, Mauro, jeune homme en devenir, est trop éloigné de l'analyse de G. Bajoit que pour l'y situer. Pourtant, il est aussi « façonné » pour devenir un « des consommateurs insatiables, des compétiteurs impitoyables et des communicateurs infatigables. »²⁵ Les résultats se font sentir par l'aggravation des inégalités et des écarts entre les – beaucoup – plus riches et les plus pauvres – beaucoup – plus nombreux. G. Bajoit localise les racines de ce qui pourrait engendrer les motivations du terrorisme, dans le paradoxe entre l'augmentation de l'individualisme et l'augmentation de la privation des ressources. C'est-à-dire que le modèle néolibéral pousse à l'individualisme tout en menant à la privation d'une majorité toujours plus grande de la population des ressources nécessaires au maintien dans la compétition.

²⁴ G. Bajoit (2016) *Pourquoi y a-t-il des attentats terroristes ? (Europe occidentale)*, Le regard du CETRI, URL : <http://www.cetri.be/Pourquoi-y-a-t-il-des-attentats>

²⁵ Bajoit, ibidem.

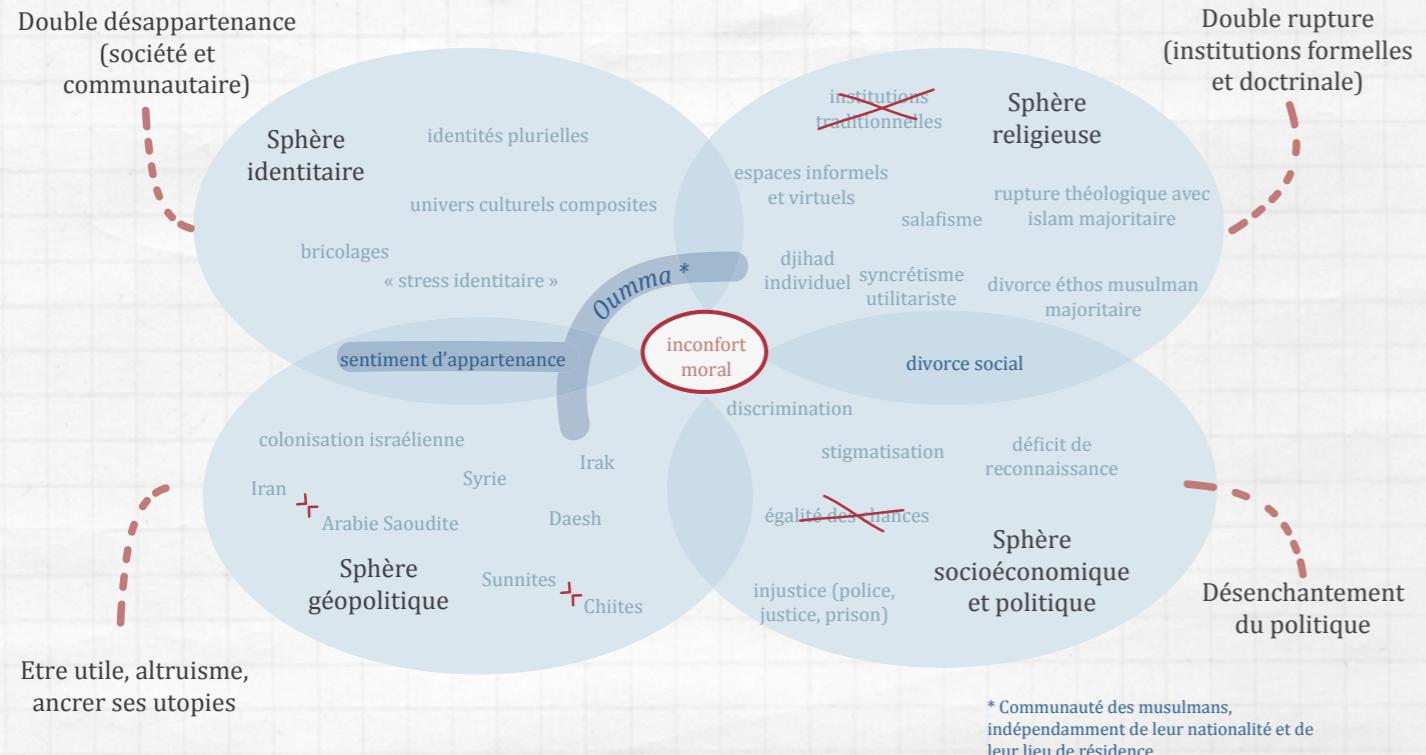


Schéma réalisé par le C.A.I. à partir de Younous Lamghari : *Jeunes : comment ils se radicalisent*, Politique, 2015, mars-avril, n°89.

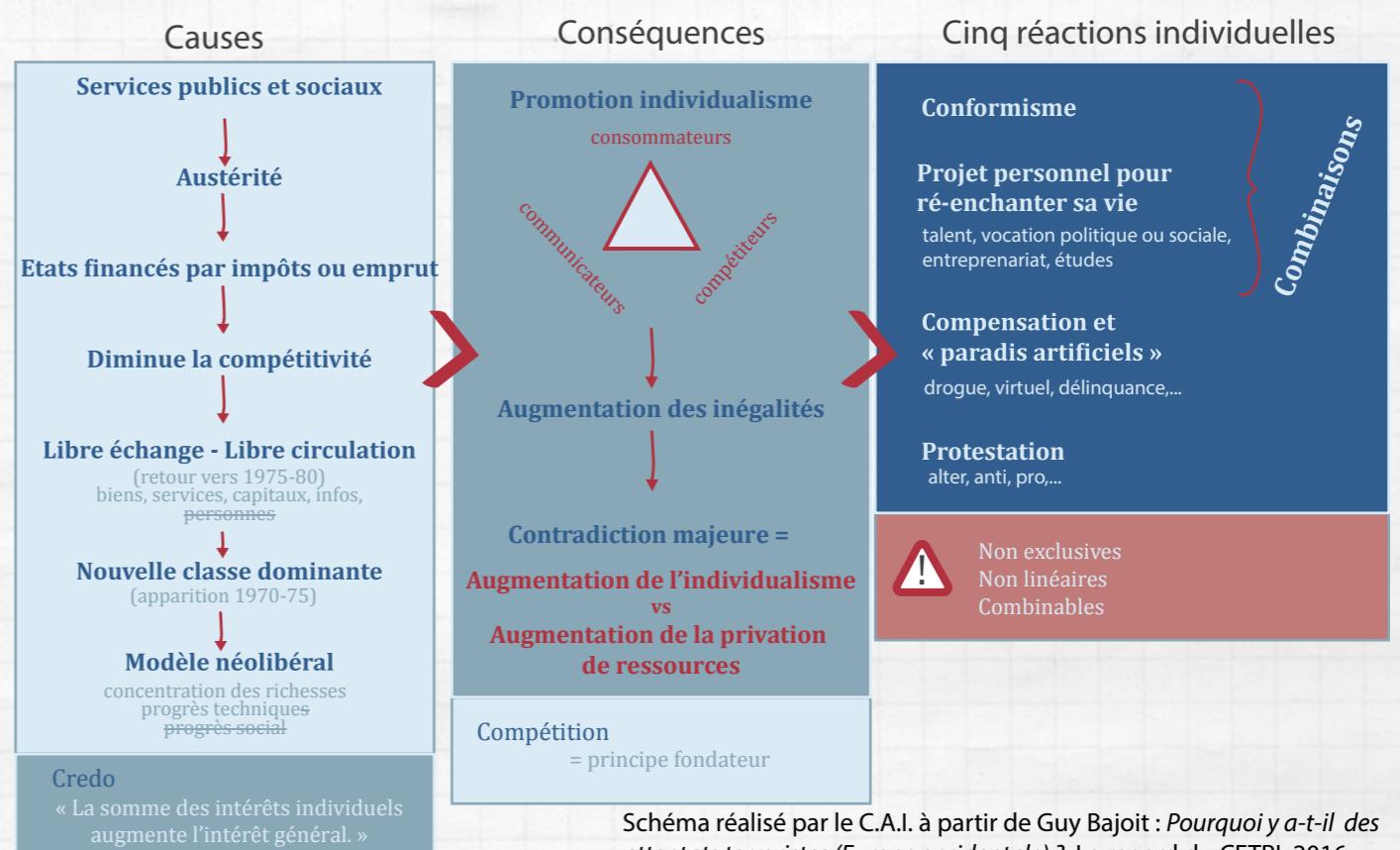


Schéma réalisé par le Guy Bajoit : *Pourquoi y a-t-il des attentats terroristes (Europe occidentale) ?*, Le regard du CETRI, 2016, URL : <http://www.cetri.be/pourquoi-y-a-t-il-des-attentats>

D'après G. Bajot, cinq gammes de réaction s'offrent alors à Mauro. La première est le conformisme, sorte d'alliance pragmatique et réaliste entre ce dont Mauro dispose (ses formations, ses opportunités d'emploi flexibilisé, son réseau) et ce dont il peut bénéficier (certaines aides sociales). La seconde propose un ré-enchantement au travers d'un projet de vie consacré à une ou plusieurs carrières (artiste, engagement politique ou social, études, entreprenariat, croyance religieuse ou philosophique). La troisième combine les deux premières. La quatrième n'est rien d'autre qu'un échappatoire. Faute d'épanouissement dans sa vie, Mauro compense (drogue douce et/ou dure, monde virtuel, repli sur soi-même, hédonisme, [petite] délinquance, etc.) et se crée des moments de plaisir. Enfin, la dernière option est la protestation de tout genre (altermondialisme, antimondialisation, antifascisme ou encore Black Bloc, extrêmes droite et gauche, etc.) Si ces réactions sont combinables, elles ne sont pas linéaires, ni exclusives. Passer de l'une à l'autre, simultanément ou successivement s'avère possible.

Le radicalisme, pour y revenir, viendrait d'un processus écrasant progressivement des partisans trop modérés ou dont la conscience éthique reste plus forte que l'idéologie de couverture. Pour que Mauro commette, sans états d'âme, des attentats terroristes contre des innocents, il doit :

- non seulement emprunter la voie protestataire radicale à l'instar d'une minorité de jeunes ;
- adhérer à une conception violente – mais minoritaire – de la protestation contre un modèle économique et sociétal excluant ;
- approuver et provoquer la mort d'innocents pour une cause estimée supérieure.

Cette cause, il la légitime sous couvert d'une idéologie, qu'elle soit politique, religieuse ou nationaliste. Ce processus en pointillé n'est pas plus linéaire, ni de l'ordre de la compétition victimaire, chez Bajot que chez les autres auteurs. Il permet cependant de comprendre dans quel environnement séjournent les terroristes.

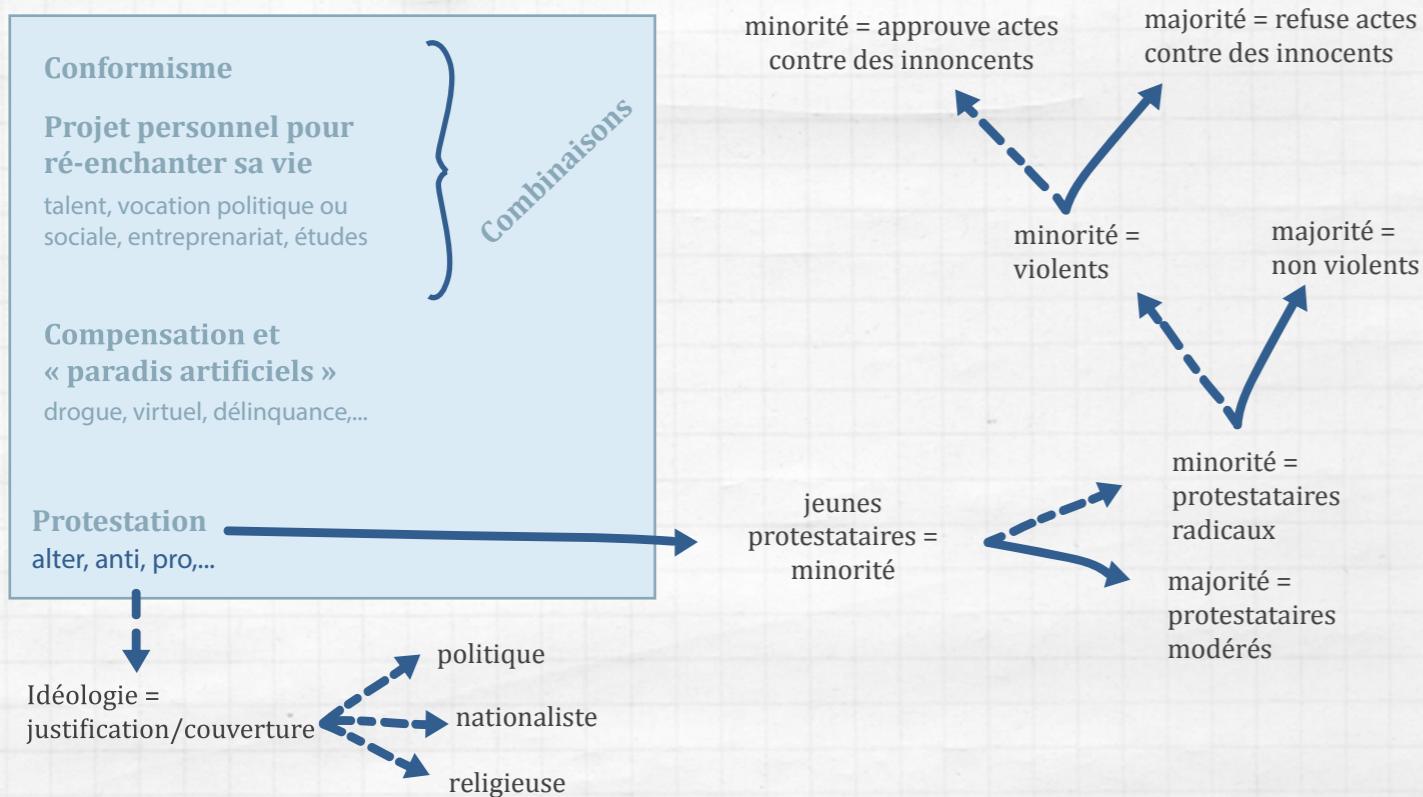


Schéma réalisé par le C.A.I. à partir de Guy Bajot : *Pourquoi y a-t-il des attentats terroristes (Europe occidentale) ?*, Le regard du CETRI, 2016, URL : <http://www.cetri.be/pourquoi-y-a-t-il-des-attentats>

Ces quatre lectures, brièvement présentées, font état de la complexité et de la kyrielle de nuances à prendre en compte pour envisager lever une partie du voile sur le phénomène de la radicalisation. Aucune n'offre une lecture linéaire du processus de radicalisation ni du profil-type des personnes dans ce processus, d'une part parce qu'elle ne l'est pas et, d'autre part, parce que chaque individu réagit distinctement dans ce contexte.

Notion de résilience sociale au secours des chercheurs confrontés au radicalisme

Extrait d'une recherche universitaire, relatée par Dominique Watrin - DISCRI

Les recherches ne manquent pas pour tenter d'expliquer le phénomène du radicalisme et de la violence qui en découle, preuve en est de la complexité du phénomène. Afin d'apporter un éclairage, le CRIC (Centre Régional d'Intégration de Charleroi) a récemment invité le chercheur français H. Belmessous à développer sa thèse sur le sujet, appuyé par H. Boussetta, sociologue et professeur à l'ULg (Université de Liège). Au centre des débats, le processus de résilience sociale et d'affirmation de soi qui pose un nouvel éclairage sur la question.

L'étude menée par H. Belmessous, spécialiste des questions de la violence urbaine et des révoltes sociales, s'est concentrée sur la commune française de Vaulx-en-Velin dont les habitants, parmi lesquels de nombreux jeunes souffrent d'une multitude de difficultés (discriminations, ségrégations, relégation, racisme, etc.) C'est dans ce contexte que s'enracine le glissement qui mène certains à se radicaliser, puis à passer à l'acte violent que tous les observateurs peinent à expliquer une fois celui-ci perpétré. Le chercheur postule que le travail sur la notion de résilience, à laquelle il accole la qualification de « sociale », peut aider à apporter des clés de compréhension sur le contexte d'émergence de cette problématique.

Interroger le contexte social

C'est au psychiatre et psychanalyste B. Cyrulnik que H. Belmessous emprunte la notion de résilience dans laquelle il détermine qu'un individu confronté à des traumatismes partagés par d'autres (parents, amis, etc.) peut briser l'enchaînement qui semble inéluctable, en adoptant une attitude active et en concevant différemment son attitude personnelle. Lors des attentats de janvier 2015, le passage à l'acte d'une personne d'un quartier étudié s'est heurté à l'absence d'explication de ce comportement. La thèse privilégiée sur la question a été celle de « loups solitaires » appartenant à des petits groupes très structurés, peu identifiables, disposant de peu de matériel et de technologie et dont il est très compliqué d'anticiper les actes.

Face à ce « vide », la démarche de H. Belmessous est d'interroger la société, le contexte social, pour cerner ce qui pousse ces individus au passage à l'acte. Sa vision est que la société se trouve dans une situation d'échec. Depuis le début des années 2000, les États (de type « providence ») en situation d'échec social ont instauré des politiques d'accompagnement (logement, santé, etc.), ce qui induit que la notion de réussite sociale a été remplacée par celle d'égalité des chances qui consiste à mettre tout le monde dans les conditions d'accès aux choses. Selon ce principe, si les individus « veulent réussir », l'État les aidera ; ce dernier n'est, dès lors, plus responsable des situations d'inégalité. Le postulat de départ est, par conséquent, renversé.

La question de la reconnaissance

La résilience sociale induit que l'individu peut rompre un enchaînement d'événements, comme l'enfant battu qui arrête le cycle de la maltraitance en ne devenant pas un parent maltraitant. Pour le public âgé approximativement de 18 à 30 ans concerné par l'étude de H. Belmessous, l'importance du rapport au territoire (la rue, le quartier) est d'abord primordial. L'individu qui y vit s'aperçoit qu'il est fragilisé, qu'il est piégé dans sa trajectoire. Certains vont alors s'engager dans un processus de résilience sociale, en créant, par exemple, leur propre entreprise pour se donner du travail, devenant en quelque sorte un entrepreneur « par défaut ». Autre voie : à Vaulx-en-Velin, parmi les « engagés » politiques, 40 % sont issus des quartiers populaires. Mais ces trajectoires se heurtent à une question de reconnaissance. Le jeune entrepreneur connaît la réussite sociale, mais ne reçoit pas la reconnaissance attendue. Tantôt à cause de sa couleur de peau, tantôt parce qu'il ne se reconnaît pas comme Français... parce qu'on ne le reconnaît pas comme Français.

Selon H. Belmessous, cette situation provient du fait que l'État ne remplit plus son rôle, laissant les individus dans un sentiment de solitude. Son idée est donc de faire le lien entre ces personnes qui connaissent la réussite sociale et les exclus qui ont décroché. Pour ce faire, l'idéal est de créer un lieu de rencontre où exercer une véritable politique publique. « En fait, analyse-t-il, l'État social propose juste des figures emblématiques pour vanter son système, sa machine. Et la religiosité crée peut-être le processus de résilience, alors que l'État n'a érigé que des « mauvaises figures » dans ce domaine. »

Le désarroi des chercheurs

Pour H. Boussetta, le djihadisme et sa violence engendrent le désarroi chez les chercheurs qui doivent les expliquer. Ce désarroi s'enracine dans plusieurs difficultés. La première est de définir un objet indéterminé et fuyant : la notion de radicalisme religieux violent. En théorie, le radicalisme n'est pas un phénomène interdit mais le devient lorsqu'il conduit à un comportement violent. De même, les idéologies des groupes (wahhabisme, salafisme, ...) sont des concepts peu précis. Enfin, il y a des conditions contex-

tuelles qui permettent à des groupes de développer leurs actions violentes sur des terrains particuliers, là où d'autres ne le feront jamais.

La deuxième difficulté avancée par le chercheur est celle de dresser une typologie des personnes radicalisées. On en est aujourd'hui à la troisième génération de combattants djihadistes, ceux qui partent en Irak, en Syrie et en Libye. Avant eux, on retrouverait ceux qui avaient rejoint l'Afghanistan et, ensuite, ceux qui étaient partis en Algérie et en ex-Yougoslavie. Au sein de cette troisième génération, on retrouve des garçons et des filles, des jeunes scolarisés et moins scolarisés, issus de divers milieux sociaux, nés ici là-bas.

La troisième difficulté est de construire une ou des méthodologie(s) d'enquête. On ne peut pas réfléchir la question uniquement à l'échelle d'un seul État-nation. Les matrices de compréhension sont différentes les unes des autres.

À cette difficulté s'en ajoute une quatrième : le danger de simplification en émettant des hypothèses englobantes. C'est le cas de l'idée d'une radicalisation verticale (produit du discours religieux musulman), alors qu'il est acquis qu'il n'y a pas d'idéologisation par une instance centrale et qu'il y a des trajectoires de sécularisation et d'individualisation des musulmans qui sont fort nuancées et variées. C'est le cas également de l'hypothèse d'une radicalisation horizontale (islamisation de la radicalité) qui fait de l'exceptionnel une généralité. Le malaise identitaire peut engendrer la radicalisation, mais il existe des cas de parcours de jeunes qui s'effectuent en dehors des lieux de culte (avec notamment des trajectoires criminelles), comme il existe des démarches idéologiquement construites, souvent symptôme d'une modernité mal gérée.

Pour H. Boussetta, il est nécessaire de prendre en compte les effets de la géopolitique mondiale dont les enjeux ne sont pas assez compris par notre opinion publique et dont les éléments de contexte sont mal mesurés. Et une des conséquences les plus dramatiques de la radicalisation violente est qu'elle sert de prétexte à une série de mesures, comme la remise en cause du cadre légal et des libertés publiques. Le chercheur le martèle : « La radicalisation est un échec du multiculturalisme. Une grande vigilance démocratique s'impose donc. »

Ces analyses multiples mettent bien en évidence le caractère complexe du radicalisme, que ce soit dans son évolution sémantique ou quand il prend une forme violente. Nous voyons là comment se colore un terme et est investi de sens en fonction de son contexte sociologique.

QUELS SONT LES
SIGNES DE LA
RADICALISATION ?



Sur le terrain namurois

Appréhendons à présent la réalité locale : quelles sont les observations posées par les experts locaux ? Quel est l'impact du radicalisme sur les politiques locales ? Comment prévenir les dérives violentes ? L'objectif de ce chapitre est de partager des expériences afin d'apporter des réponses plus adaptées et, si possible, moins anxiogènes et moins stigmatisantes.

Diagnostic de la « radicalisation violente » à la Ville de Namur

Nathalie Leprince, Service de cohésion sociale

Etat des lieux : diagnostic local

La Ville de Namur a réalisé un diagnostic local sur le phénomène de la « radicalisation violente ». Ce diagnostic, qui se veut évolutif au regard de la réalité de terrain, a été présenté en mars 2017 et constitue une base objective pour développer un plan d'action. Il a été mené par le Service de Cohésion sociale dans une réelle optique de prévention.

Ce diagnostic s'est construit au départ d'une approche globale (volets socio-éducatif, préventif et sécuritaire) puis transversale (multi et inter-sectorielle) autour de quatre rencontres plénières organisées en 2016 et animées par la fonctionnaire de prévention/référente radicalisme et la cheffe de projet PCS. L'anonymat était garanti pour toute situation de terrain éventuellement abordée.

La trame des rencontres a été tissée autour de ces points :

- la définition et la connaissance du phénomène,
- la présence ou non de situations problématiques concrètes aux yeux des professionnels,
- le type de public concerné,
- les signes inquiétants,
- les questions que les professionnels se posent dans et pour leurs interventions,
- les procédures mises en place ou recommandées,
- les partenaires ou relais activés ou à activer,
- les demandes personnelles ou du secteur,
- les actions développées et à initier.

Les constats et observations généraux des partenaires locaux sont de trois ordres :

- visibilité croissante et une extériorisation grandissante de la pratique religieuse musulmane
- augmentation préoccupante de différentes formes d'exclusion, de discrimination, de stigmatisation voire d'extrémisme (racisme, xénophobie, islamophobie...) à l'égard de la population étrangère ou d'origine étrangère (de confession musulmane en particulier)

- susceptibilité exacerbée et montée d'agressivité de certains usagers étrangers ou d'origine étrangère à l'égard de professionnels dispensateurs de services (retournement du stigmate)

Ces constats généraux sont développés par des observations à différents niveaux (points de vue du public, des professionnels et des intéressés) :

- Au niveau des publics et groupes cibles faisant face à la vulnérabilité de certains jeunes vis-à-vis de la radicalisation (crise d'adolescence, manque d'esprit critique, absence d'un projet d'avenir...) ainsi qu'au désarroi des parents, pouvant aller jusqu'à leur démission face à la situation.
- Au niveau des professionnels exprimant leurs besoins d'informations et de formations, d'outils de décodage, d'aide, de supervisions par rapport à leurs pratiques, de référents... Ils soulèvent également l'importance d'une détection et d'un relais, mais sont inquiets par rapport à la déontologie (secret professionnel et liens de confiance avec le bénéficiaire) qui pourrait à terme être perçue comme un obstacle et menacée. Ils relèvent enfin la nécessité d'un travail en réseau, avec des rôles et missions clairement définis pour chacun.
- Au niveau des représentants des centres culturels et cultuels des populations étrangères ou d'origine étrangère rappelant que la pratique religieuse et les signes extérieurs religieux ne sont pas synonymes de radicalisation. A cet égard, la stigmatisation des médias par rapport à la population de confession musulmane aggrave la situation avec, comme effet pervers potentiel, un repli communautaire d'une partie la population étrangère ou d'origine étrangère (première et deuxième génération) et des réactions acerbes, voire violentes, de la part des jeunes générations. Aujourd'hui, il semble, selon certains de nos interlocuteurs, que l'on extériorise davantage sa pratique religieuse, qu'elle soit rigoriste ou pas. Mais cela n'est pas un signe objectif de radicalisation !

Suite à cela, plusieurs propositions ou recommandations de travail ont été retenues : la consolidation et le renforcement des politiques d'accueil et d'intégration, des politiques sociales, d'insertion (professionnelle, culturelle...), l'émergence d'une société plurielle et interculturelle dont les contours restent à définir, le développement d'une méthodologie et d'outils pour un soutien et un accompagnement des parents et de leur famille, un travail de prévention auprès de la jeunesse, des animations accrocheuses sur les identités et le vivre ensemble.

Une fois ce diagnostic évolutif réalisé, présenté, quelles perspectives par rapport à un plan stratégique la Ville de Namur se donne-t-elle pour développer des actions en phase avec la réalité de terrain ? Qu'a-t-elle déjà mis en place et avec quelles suites ?

Perspectives

- Une cellule de sécurité locale, à portée confidentielle, a été créée depuis plus d'un an et est pilotée par le bourgmestre. Cette cellule a été mise sur pied à son initiative sur base d'une circulaire du ministère de l'Intérieur.

- Un séminaire de deux jours sur la « radicalisation violente » a été organisé en juin 2017 pour les différents services de la Ville (y compris le CPAS).

- De ce séminaire va naître une formation approfondie à destination des travailleurs de première ligne.

- Un « référent radicalisation » va être engagé à temps plein. Sa mission est en cours de définition.

- Une plateforme intersectorielle pilotée par la Ville (gestion par le nouveau référent) va être mise sur pied. Les objectifs sont en réflexion et en construction.

La Ville de Namur reste vigilante quant au phénomène de « radicalisation violente » qui évolue constamment. Même si sa réalité n'est pas celle de Bruxelles, Anvers, Liège ou Charleroi, cela ne doit pas occulter les phénomènes locaux. À Namur, tout comme ailleurs, on ne peut définir un profil type de la personne qui se radicalise. La seule constante, c'est une fragilité rencontrée dans son parcours de vie. Il est donc primordial pour la Ville de sensibiliser et de former les travailleurs en lien avec le public.

Le souhait de la Ville est de décloisonner la « radicalisation violente » de son aspect religieux et de l'ouvrir au niveau des extrémismes idéologiques et politiques, même si la radicalisation religieuse est davantage médiatisée.

Point de vue d'un formateur namurois en interculturalité

Robert Scarpa, expert namurois

R. Scarpa pose ici une réflexion émanant du terrain qu'il a abondamment côtoyé. Il fait émerger une réalité interculturelle, liée à un système familial et intergénérationnel bien spécifique pour expliquer la montée du radicalisme violent dans le contexte de l'islam.

Le « pair » à la place du « père » : la porte ouverte au pire ?

Pour comprendre les causes de la plongée dans le djihadisme, les chercheurs s'accordent pour affirmer qu'il est impossible de généraliser. Bien sûr, il existe des déterminants sociaux, économiques, politiques, religieux, relationnels, psychologiques. Mais on préfère aujourd'hui travailler sur des profils particuliers et sur des trajets de vie individuels voire familiaux.

Parmi les configurations familiales susceptibles de favoriser le glissement vers le djihadisme, il est important de se pencher sur un aspect qui déborde la conversion au djihadisme ou au terrorisme :

tergénérationnelle. Le savoir, l'expérience, le respect de la Loi ne s'acquièrent plus à travers la transmission de maître à élève ou de père à fils mais elle se fabrique (ou se bricole) de pair à pair, entre personnes du même âge.

Quand un jeune s'affilie à Daesh, il abandonne sa famille (souvent jugée mécréante) et reçoit un nouveau nom. Habituellement, ce nom commence par « Abou » qui signifie « père de » même si ce jeune n'a pas d'enfant. C'est une manière symbolique de nier ou de reléguer dans l'oubli l'existence de son propre père de famille ainsi que la transmission des valeurs et des règles qui y est associée.

Cette carence dans la transmission paternelle pousse le djihadiste à rêver d'un monde sans loi où sa toute-puissance ne connaît aucune limite, ne se heurte à aucune règle ni même au désir de l'autre. Il navigue en plein narcissisme. La loi que son père ne lui a pas transmise ou qui lui a manqué, il la trouvera dans l'autorité despotique de Daesh qui en retour lui accordera le pouvoir de transgresser toutes les règles qui constituent le « vivre ensemble » : tuer, égorer, violer, etc.

²⁶ L'autorité « paternelle » dont il est question ici est d'ordre symbolique. Elle peut tout aussi bien être exercée par un père, une mère, un grand frère, une grande sœur, un oncle, un grand-père, une grand-mère, un beau-père... Voir même à travers l'acrostiche du fils à un père décédé ou à un héros (réel ou fictionnel).

On peut observer que le remplacement du père par les pairs apparaît également dans le fonctionnement des bandes urbaines. Un assistant social, qui participe à des réunions de parents dont les enfants font ou ont fait partie de bandes urbaines à Bruxelles, décrit la détresse des pères de famille. Ceux-ci sont pour la plupart des immigrés et des étrangers possédant des conceptions éducatives différentes de celles admises en Belgique : le châtiment physique y est considéré comme légitime. Selon leurs traditions, la Loi s'inscrit dans le corps (elle s'incorpore), la règle se mémorise à travers la douleur corporelle. Dans leurs témoignages, ces pères expliquent que, parfois, lorsque leurs fils apprennent que la Loi belge interdit la maltraitance, ceux-ci portent plainte ou menacent de porter plainte contre leur père. Les pères sont ainsi réduits à l'impuissance par leur propre fils et sont envahis par des sentiments d'inutilité et d'humiliation. Inversement, les fils renforcent, grâce à la loi belge, leur sentiment de toute-puissance puisqu'ils ont vaincu leur père et symboliquement usurpé leur autorité. Sans en être nécessairement conscients, ces fils se retrouvent dans une situation psychologique où ils ont inversé les rôles. Ils sont devenus les « Abou » de leur propre père. Ils n'ont désormais plus aucune autorité familiale capable de leur faire face : la porte est ouverte à un narcissisme tout-puissant. On retrouve les mêmes échos dans les maisons de jeunes et quartiers namurois « sensibles », que ce soit auprès des parents ou auprès de travailleurs sociaux. Les paroles des jeunes elles-mêmes traduisent ces glissements de pères à pairs.

Le fanatisme, défini ici comme la certitude de détenir la vérité contre le reste du monde, est un symptôme du narcissisme. Certains psychologues expliquent qu'il est un des refuges pour ceux qui souffrent de vivre dans un monde où l'incertitude est généralisée et où les valeurs traditionnelles sont bousculées de toutes parts.

Les travailleurs sociaux mettent en général un point d'honneur à éradiquer voire à dénoncer la maltraitance physique. D'ailleurs la non-assistance à personne en danger est là pour les empêcher de se taire ou de patienter. La maltraitance psychologique, quant à elle, est souvent jugée trop difficile à prouver. Au contraire, les traces de coups sont aisément constatables par un témoin ou un médecin. Mais les travailleurs sociaux sont peu conscients que, ce faisant, ils suppriment parfois les derniers restes de l'autorité des pères et participent au processus d'acclimatation de leurs enfants.

Le père étant éliminé ou symboliquement mort, il reste le frère. La psychologie et l'histoire nous apprennent que lorsqu'il n'y a plus d'autorité paternelle (s'il n'y a plus de Loi ou de représentant de la Loi) et lorsqu'il n'y a plus que des frères (on est tous sur un pied d'égalité), la porte est ouverte à la concurrence effrénée entre pairs. Autrement dit, on favorise la ruée vers le meurtre et le chaos. L'histoire de Caïn et Abel, premiers frères de la première famille humaine selon divers croyants, est là pour nous le rappeler.

Cette courte réflexion a pour but de mettre en garde les travailleurs sociaux contre un jugement trop rapide vis-à-vis des autorités paternelles dites maltraitantes. Il ne s'agit évidemment ni de les justifier ni de les laisser perdurer. Il s'agit d'abord de ne pas détruire instantanément une autorité paternelle sous prétexte de maltraitance. Puisse le travailleur social prendre du temps pour modifier l'exercice de cette autorité en tenant compte à la fois de la structure familiale et des valeurs traditionnelles intériorisées par les parents.

La circonspection et la patience : voilà peut-être le prix à payer pour quitter la dynamique mortifère du « pair » et revenir vers la configuration structurante du « père ».

Bonnes pratiques de terrain

Bibliographie

Olivier Roy, *Le djihad et la mort*, Ed. Seuil, Paris, 2016.

Gérard Haddad, *Dans la main droite de Dieu* (psychanalyse du fanatisme), Ed. Premier Parallèle, Paris, 2015.

Gérard Haddad, *Le complexe de Caïn*, Ed. Premier Parallèle, Paris, 2016.

Marie-Rose MORO, *La violence envers les enfants, approche transculturelle*, Ed. Yapaka.be, Fédération Wallonie-Bruxelles, 2015.²⁷

Marie-Rose MORO (sous la direction de), *Maltraitance et cultures*, Ed. Yapaka.be, Min. Communauté française, 2003.²⁷

Marie-Rose MORO, *Grandir en situation transculturelle*, Ed. Yapaka.be, Min. Communauté française, 2010.²⁷

²⁷ Téléchargeables uniquement sur yapaka.be

NDLR : Pour aller plus loin, le point de vue du psychiatre et psychanalyste namurois Jean-Pierre Lebrun sur la place du père est complémentaire à l'analyse de R. Scarpa. Il ouvre une perspective autre dans un contexte migratoire. Celui-ci a participé à la réflexion sur la délégitimation actuelle des pères dans le dernier chapitre de l'ouvrage *Le père dans tous ses états. Le père, les paternités et le patriarcat*, L. Croix (dir.), éd. De Boeck, Bruxelles, 2011.



Les bonnes pratiques relevées et analysées ici, loin d'être exhaustives, reflètent des actions éprouvées positivement sur le terrain.

Montée du terrorisme et conséquences sur les relations interculturelles

Formation à Sambreville dans le cadre du plan local d'intégration

Eléments d'analyse

Quelle cohabitation peut-on construire lorsque des événements provoquent un repli identitaire, une fermeture sur des valeurs supposées « pures » (dites « occidentales », « musulmanes » ou autres) ?

L'attentat commis dans les locaux de la rédaction du journal satirique français Charlie Hebdo n'est qu'un catalyseur parmi d'autres événements. En effet, le climat des relations entre les communautés musulmanes et autres communautés (religieuses ou non) est des plus tendus depuis plusieurs années. Mais cet événement n'est ni le seul coupable, ni la genèse de ces tensions.

Avant tout, revenons aux communautés que nous avons tendance à opposer. Il est communément admis dans notre rationalité occidentale européenne que « la communauté musulmane » existe bel et bien en Belgique et a fortiori en Europe. Mais il est moins commun de la considérer comme plurielle. À l'inverse, il est difficile, voire impossible, de dire « les Belges » sans prendre conscience d'une généralisation abusive. Comment inclure Wallons, Flamands, Bruxellois, germanophones, néerlandophones et francophones dans une identité culturelle et politique unique ? Comment s'inscrivent les Namurois, les Anversois, les Libramontois ou encore les Fouronnais dans une même réalité géographique ? Comment Salvatore Adamo, Philippe Ier, Yolande Moreau, Marouane Fellaini ou notre voisine peuvent-ils,

au vu de leurs parcours respectifs, partager une même vision socio-économique ou historique ?

Il est tout aussi difficile, voire impossible, de dire « les Musulmans (de Belgique) ». « La communauté musulmane (de Belgique) » est en réalité un conglomérat « des communautés musulmanes (de Belgique) ». Le fait d'« être musulman » s'apprécie dans toute sa multiplicité, sa complexité, et varie selon le parcours et les sensibilités de chacun des pratiquants de l'islam. En outre, un musulman est beaucoup plus que « seulement » musulman.

Ce qui s'est passé à Paris le 7 janvier 2015 est un prétexte pour proposer une interprétation²⁸. Les années se succèdent et les événements renforcent nos a priori négatifs quant aux communautés musulmanes, à l'international comme en Belgique. Peu à peu, le clou - au sens figuré - des a priori est devenu très facile à enfonce pour les non-musulmans et très écrasant pour les musulmans.

S'agit-il finalement d'un repli identitaire ? Nous n'en sommes pas si sûrs. Ne s'agirait-il pas davantage d'un problème de communication, induit notamment par les médias ?

²⁸ Nous pourrions tout aussi bien citer la guerre d'Afghanistan, la guerre d'Irak, le conflit syrien, les avancées de Daesh, le conflit israélo-palestinien, l'opposition sunnisme/chiisme, les relations géopolitiques internationales, les politiques et modèles d'intégration perceptibles en Europe comme ailleurs, les relations régulièrement tendues entre communautés d'accueil et communautés d'immigrés, etc. Bref, les facteurs apportant une réponse partielle aux causes du climat tendu entre musulman et non musulman en Belgique ne manquent pas.

Dans notre société – comme dans toutes les autres – mythes et contraintes sociales se côtoient pour donner sens aux individus qui la composent. Les contraintes sociales²⁹ incitent l'individu à se conformer aux comportements normalement attendus de sa part. Il gère continuellement un équilibre étriqué entre les contraintes sociales et ses pulsions et envies personnelles³⁰. Les contraintes sociales impriment chez l'individu une discipline capable de refouler, de transformer ou de transposer ses pulsions de plaisir et d'agressivité. Cette permanente gestion relationnelle de soi, pour reprendre G. Bajoit, permet à l'individu de se situer en donnant un sens à sa vie, mais aussi de produire et de recourir aux références culturelles – homogènes ou hétérogènes – qui le construisent. Il devient un individu dans son propre regard et dans celui des autres.

Le mythe est un récit explicatif se fondant sur l'émotion et la sacralité pour justifier des pratiques sociales. Une société se fonde sur des mythes³¹, lesquels offrent des visions plus ou moins cohérentes du monde et impliquent des contraintes sociales explicites (lois, constitution, règlements, tabous, etc.) ou implicites (normes sociales, symboles, valeurs, représentations, etc.).³²

Les mythes qui animent notre société sont régulièrement ethnocentriques et parfois ouvertement racistes. Ainsi : « le Roumain est un ouvrier du bâtiment, le noir est fainéant, le juif est proche de ses sous, la femme voilée est soumise à son mari » et, de plus en plus, « le musulman est un terroriste ». Tout individu intérieurise ces contraintes sociales et mythes. Cependant, certains peuvent ne pas adhérer ou questionner et remettre en cause la légitimité même des contraintes sociales.

Certaines personnes considèrent les mythes et les contraintes sociales qui leur sont socialement imposés comme illégitimes. Les reléguer au rang de marginaux, de déviant, d'étrangers, voire de primo-arrivants entraîne de l'exclusion sociale. Pourtant, celle-ci est plus complexe lorsqu'il s'agit de personnes nées et socialisées ici, en Belgique. L'exclusion des enfants de migrants marocains, turcs et d'ailleurs – les deuxième et troisième générations – remet profondément en question le fonctionnement de

notre société. L'exclusion pointe particulièrement la reconnaissance déficiente de la société des diverses composantes qui la constituent, la reconnaissance des Belges musulmans nés en Belgique par exemple.

Par conséquent, soulignons-nous le processus de repli identitaire que viv(rai)ent les communautés musulmanes ? Ou insistons-nous sur leur reconnaissance déficiente et le peu de d'opportunités de participation au marché du travail, à la vie culturelle nationale, etc. qu'affrontent les individus issus de ces communautés ? Un individu musulman belge et né en Belgique pourrait, dans ce contexte, parfaitement correspondre à l'identité qui lui est assignée par sa société, sans pour autant atteindre son identité désirée, se fourvoyant ainsi dans *une identité engagée*³² qui ne le satisfait que partiellement.

Parallèlement, que pensent les musulmans de Belgique de ces événements du 7 janvier et des arrestations de terroristes – présumés ou non – à Verviers et Molenbeek ? Selon ces mêmes musulmans, quelle cohabitation peut-on encore envisager entre l'ensemble des individus de la société belge ? Qu'en était-il avant janvier 2015 ? La sociologue franco-turque Nilufer Göle résume assez bien la situation : « Sollicités constamment dans les médias pour exprimer leur allégeance aux valeurs de la liberté d'expression, [les musulmans de France] le sont bien plus rarement pour exprimer librement leur point de vue sur les sujets de controverse. »³³ Gageons que le contexte belge est similaire à ce point de vue ; la presse nationale est relativement pauvre dans la diffusion d'opinions de Belges musulmans.

N. Göle insiste sur l'aspect tronqué de notre conception des communautés musulmanes européennes par la (sur)médiatisation produite autour de ces événements (et bien d'autres bien entendu). Par conséquent, nous restons aveugles à ce que sont et à ce que pensent réellement les individus de ces communautés. Nous croyons que l'islam est un héritage familial, que le Coran et les imams renforcent les connaissances religieuses des musulmans. Or, dit-elle, l'islam se transforme dans le contexte européen : « l'immigration opère en ef-

fet une rupture avec l'autorité du savoir religieux et casse la chaîne des transmissions classiques. Vivant dans un contexte social où leur rapport à la religion n'est pas préétabli, les musulmans d'Europe se réapproprient de ce fait la religion d'une manière plus consciente.³⁴ » Les Belges musulmans souvent assimilés à leur identité confessionnelle, à tort, sont beaucoup plus que cette part de leur identité.

En quelque sorte, l'islam des musulmans européens dialogue avec le contexte européen. Dialoguer prend ici le sens que lui revêt Mark Crépon³⁵ ; deux interlocuteurs ne dialoguent pas pour conserver leur identité. Au contraire, d'un dialogue réel, chacun sortira altéré. Pour M. Crépon, « il en va de même du dialogue entre les cultures.³⁵ »

Bonne pratique :

C'est ce dialogue interculturel que nous avons tenté de créer sur le terrain sambrevillois. Lors d'un événement du C.A.I., nous avons fait appel à un animateur extérieur dont l'objectif était de rapprocher les pratiques des intervenants sociaux de Sambreville avec les préoccupations et propos de leur jeune public. Compte tenu de la configuration de l'atelier proposé, la vision était unidirectionnelle : des intervenants sociaux vers les jeunes.

Si les questions des participants (les jeunes scolarisés et leurs enseignants, la population, les acteurs de terrain) s'avèrent justifiées ; « Comment passer de l'émotion à la raison ? Comment comprendre pourquoi des jeunes peuvent soudainement partir vers des pays qu'ils ne connaissent pas ? Pourquoi sont-ils attirés par l'extrémisme ? Comment aborder le sujet avec quelqu'un qui a des propos radicaux et comment agir ? Où se nourrir pour avoir des réponses ? Vers qui orienter des personnes aux propos radicaux ? », elles sont cependant l'expression de la crainte d'une dissociation et d'une incompréhension toujours accrue entre catégories de personnes (« belges de souche », « belges d'origines diverses », jeunes générations, hommes-femmes,...).

Les jeunes ont exprimé explicitement de la sympathie pour les auteurs de l'attentat en justifiant une vengeance méritée, ainsi que des doutes étayés sur l'existence même des frères Kouachi, avec toutefois l'acceptation – évasive – de la mort du policier franco-maghrébin le 7 janvier 2015.

Comment réagir ? Plusieurs propositions émergent. Aucune n'est excellente. Aucune n'est exécrable. Toutes sont applicables selon la situation, selon la teneur du public en vis-à-vis et selon la personnalité et les compétences de l'animateur-intervenant.

Globalement, les intervenants-participants renvoient les jeunes à la pertinence et aux sources de leurs propos (ex. : réseaux sociaux, Internet). Dans des efforts pratiques de responsabilisation des jeunes vis-à-vis de leurs propos (ex. : construire soi-même son opinion), ils ont été amenés à travailler leur « jusqu'au-boutisme » dans les nuances des faits exposés, souvent trop bruts ou déjà orientés. Les intervenants-participants ont pris en compte les dérives possibles, telles qu'entrant trop rapidement dans le jugement au risque de calibrer un public méfiant, ou à le désinvestir « parce que finalement ça ne me concerne pas ».

Tout l'enjeu se situe dans une transition entre modes de lecture. Les émotions brutes doivent être déchargées. L'esprit critique cherche une plus grande place et doit, chez les jeunes comme chez les intervenants, accepter que la logique de l'autre soit une rationalité tout aussi valable que la sienne. L'analogie entre les conclusions de cet atelier et celles de la première partie de cet article affectant la vision de notre société est tout à fait significative.

³⁴ Nilufer Göle, *Musulmans au quotidien*, Paris, La Découverte, 2015, p. 9.

³⁵ Mark Crépon, *Les étages de la reconnaissance*, In 2^e Forum interculturel, *Valeurs fondamentales pour le dialogue interculturel : Vers une Europe de tous les citoyens*, Traina (ITALIE), 2014, Conseil de l'Europe, 14-17 nov., pp. 2-8.

²⁹ L'ensemble des normes, lois, dogmes, mythes, idéologies, etc. qui circulent dans une société déterminée.

³⁰ Guy Bajoit, *Le changement social. Approche sociologique des sociétés occidentales contemporaines*, Armand Colin, coll. « Cursus », Paris, 2003, p. 51 à 53 et 110-111.

³¹ Voir à ce propos Gérard Bouchard, *Raison et dérision du mythe. Au cœur des imaginaires collectifs*, Montréal : Boréal, 2014.

Réponse pédagogique face à la polarisation sociale

Formation à Viroinval donnée par le C.A.I.

Dans le cadre d'un appel à projet PCS (Plan de Cohésion sociale), Couvin et Viroinval ont bénéficié d'un soutien financier de la Région Wallonne. Dans ce cadre, ils ont engagé une personne pour travailler sur les notions d'interculturalité et de vivre ensemble dans une perspective de lutte contre la radicalisation violente. Ils ont également organisé une formation/sensibilisation à l'interculturalité à destination des acteurs de terrain de la coordination locale de Philippeville.

Les récents attentats terroristes en Europe ont provoqué une peur légitime chez les citoyens laquelle, amplifiée par la communication médiatique et instrumentalisée par certains discours politiques, se traduit souvent par le repli identitaire, la méfiance de l'autre, le clivage « nous-eux » et la polarisation sociale.

Il ressort des rencontres organisées entre les professionnels de l'intervention sociale et socio-culturelle et le C.A.I., que de plus en plus d'échos témoignent de cette polarisation et constituent un terrain fertile de la radicalisation face à laquelle les intervenants se sentent démunis et désorientés.

Afin de répondre à ces inquiétudes, le C.A.I. a entrepris une démarche pédagogique centrée sur le dialogue et l'écoute des travailleurs sociaux afin de mieux cerner leurs besoins dans le cadre des espaces de formation.

De nombreuses actions d'information organisées par le monde académique et par les organismes de formation portent notamment sur des analyses sécuritaires, criminologiques, religieuses et sociétales. Or, les besoins d'acteurs de terrain rencontrés concernent tout d'abord une compréhension plus systémique des clivages et des tensions qui conduisent à la polarisation de la réalité du terrain qu'ils rencontrent au quotidien, y compris le processus de radicalisation de quelques personnes qu'ils accompagnent. En deuxième lieu, il est question de pouvoir partager leur vécu, tout en réfléchissant à la posture à prendre dans le cadre de leur pratique professionnelle.

A l'écoute de ces besoins, le C.A.I. propose une formation qui part des perceptions et des représentations des travailleurs sociaux autour du phénomène de radicalisation, pour aller à la rencontre d'analyses et de modèles explicatifs élaborés par des experts, basés sur une vision systémique et multidisciplinaire de notre société et des réalités locales. Cette formule permet de :

- valoriser les savoirs existants,
- expliquer les causes de la polarisation de notre société et de la radicalisation de certains citoyens,
- créer des espaces de rencontre, d'expression, d'échange d'expériences et de pratiques entre professionnels,
- identifier les nœuds problématiques à résoudre,
- construire un savoir collectif qui valorise les expériences et les constats des professionnels,
- s'enrichir des apports théoriques amenés par des experts,
- dégager des lignes d'action et des repères déontologiques pour les intervenants sociaux
- créer un réseau de professionnels concernés par la problématique

Cette démarche, mise sur pied dans le cadre des formations du C.A.I., a permis de mieux connaître les réalités locales en province de Namur, et d'apprendre de l'expérience des professionnels du terrain. Par exemple, l'une des conclusions de ces rencontres porte sur le constat que les mêmes situations d'exclusion et de précarisation de certains secteurs sociaux sont à la base des processus de radicalisation pouvant déboucher vers la voie du djihadisme violent ou vers des positions d'extrême droite de plus en plus dure. Une piste qu'il faudrait explorer davantage pour mieux cerner les tendances de notre société mais qui en dit déjà long sur l'importance d'écouter les savoirs des intervenants du terrain.

Action en milieu scolaire

Animations organisées à Gembloux

La Ville de Gembloux a organisé pour le public scolaire (2016-2017) la représentation d'un spectacle et d'un film sur le thème de la « radicalisation ».

La pièce de théâtre « Djihad » d'Ismaël Saidi, que l'on ne présente plus, a été diffusée aux élèves du secondaire, ainsi que le film « Le ciel attendra » de Marie-Castille Mention-Schaar. Suite à ces évènements, les comédiens animaient un débat et témoignaient.

Chaque séance a été suivie d'un échange avec des spécialistes de la thématique et une maman dont le fils est parti en Syrie.

Afin de réfléchir et de s'exprimer autour du thème de « la théorie du complot » et de « la radicalisation des jeunes », un second projet a été construit en collaboration avec l'association « Amis, entends-tu ».

Amélioration du vivre ensemble et prévention du radicalisme

Animations organisées à Andenne

La ville d'Andenne a concrétisé ce projet début 2017 avec l'engagement d'un chargé de projet qui œuvre spécifiquement sur ces thématiques.

Parmi le panel d'activités imaginé lors de l'élaboration du projet, deux axes principaux étaient visibles : un axe animation (à destination de publics variés) et un axe formation davantage consacré aux acteurs de terrain (de la ville d'Andenne principalement).

À ce jour, c'est l'axe animation qui s'est développé tout simplement parce que ces animations visent notamment le public scolaire, principalement le secondaire. Il était nécessaire de profiter au maximum de leur disponibilité.

Les écoles de l'enseignement secondaire d'Andenne ont profité des activités suivantes :

1. Présentation de la pièce « Djihad », d'Ismaël Saidi en collaboration avec le Centre Culturel d'Andenne, représentation scolaire en journée et tout public en soirée, salle comble dans les deux cas,
2. Animation « Le terrorisme en question » présentée par la CNAPD (Coordination Nationale pour la Paix et la Démocratie),
3. Animation autour du film « Le ciel attendra » ; analyse des techniques de cyber-embargo et déconstruction du discours de propagande de l'État Islamique par le chargé de projet du PCS.

Cette dernière animation est à nouveau proposée pour l'année scolaire 2017-2018. Elle est optimisée avec la création de modules thématiques spécifiques pour que les jeunes puissent choisir les thèmes qu'ils veulent évoquer lors de l'animation.

Le Service de Cohésion travaille sur de nombreuses animations collaboratives notamment avec la bibliothèque d'Andenne, l'asbl d'alphabétisation « L'envol », le programme de Français langue étrangère et la Maison de Quartier de Seilles sur des ateliers culinaires, des lectures et d'autres activités destinées à favoriser la rencontre des publics et le vivre ensemble.

Les évènements cycliques telles la fête des voisins et la fête de Quartier sont également optimisés pour être plus attractifs et favoriser davantage les rencontres entre les citoyens et le développement du vivre ensemble.

Un programme de formation à destination des professionnels de la Ville d'Andenne (PCS, CPAS et service population) est en cours d'élaboration, tout comme le projet d'une journée pédagogique à destination des enseignants.

Apprendre à se regarder autrement

« Change de lunettes ! Regarde-moi autrement. Un défi quotidien... », animations organisées à Namur par la Maison de la Laïcité François Bovesse dans le cadre d'un projet ILI

L'union fait-elle la paix ? Participer au « Oui ! », c'est le défi que s'est fixé, à son modeste niveau, la Maison de la Laïcité de Namur. Armée de sa volonté de traduire en actes les discours relatifs au développement d'une société qui place au centre l'exercice de la citoyenneté, la rencontre, la coexistence et le respect des différences, l'asbl pose un premier geste le 20 novembre 2015.

Sur la place du Grognon, lieu de confluence, lieu symbolique de la rencontre et du mélange, en réponse aux divers attentats de par le monde, elle organise en collaboration avec les représentants des cultes namurois, un rassemblement interconvictionnel et la signature d'une charte. Le message de tous les signataires est clair :

- opposition à toute idéologie qui prônerait le clivage, le conflit ou la ségrégation ;
- refus de façon absolue de céder à la terreur, à la haine et à la violence ;
- témoignage de leur fraternité ;
- engagement à intensifier leurs relations.

Le dialogue a ainsi débuté, avec la ferme intention d'agir concrètement.

Si les représentants des cultes et de la laïcité étaient convaincus qu'il est des moments où l'on prend particulièrement conscience que la solidarité prévaut sur toute forme d'appartenance, et que c'est dans la curiosité de l'autre, par le dialogue et l'échange franc et transparent que l'on contribue à la lutter contre toutes les forces qui séparent, il s'agissait également d'inciter les Namurois à fréquenter les chemins de la connaissance et de l'altérité, de faire se rencontrer des gens qui ne se fréquentent pas, de faire sauter les barrières de la différence pour aller à la rencontre de l'autre.

Ainsi, en réponse aux forces qui séparent, la Maison de la Laïcité a mis en place une Quinzaine de la Citoyenneté et de l'Interculturalité à l'attention des citoyens namurois et s'est inscrite dans la campagne de lutte contre le racisme. Ces projets se sont déroulés en mars

2017, soutenus largement par des partenaires impliqués qu'ils soient publics ou privés (Commune, Province, Région wallonne, Fédération Wallonie-Bruxelles, Territoires de la Mémoire, Fortis Foundation).

Au cœur de ces projets, de nombreuses questions et réflexions ont émergé, toutes dans la lignée de l'enrichissement par l'altérité, le plurIEL, la complexité et la subtilité. Les objectifs étaient à la fois de déconstruire les discours qui exploitent une simplification outrancière de la pensée et qui tentent de diviser la société ; et aussi de se questionner sur la rencontre de toutes nos identités, sur la forme que devrait prendre la société dans laquelle nous vivons, sur le rôle individuel que chacun de nous est prêt à jouer dans sa construction. Comment pouvons-nous tirer profit de nos différences convictionnelles, religieuses et philosophiques, pour que le mélange de nos identités culturelles devienne une force collective de paix ? Le citoyen d'aujourd'hui est-il encore un acteur de la démocratie ? Voulons-nous encore une société de paix ? Que faisons-nous ou que pouvons-nous faire au quotidien pour la préserver, chacun à notre niveau ? Discuter, s'enrichir de mille et une idées, poser toutes les questions auxquelles on désire trouver réponse ... et débattre pour ensuite penser l'action. Si le réel est complexe, chacun à son niveau peut agir en faveur de la préservation de notre société démocratique. Pas besoin d'être spécialiste mais de garder l'esprit ouvert.

« Change de lunettes ! Regarde-moi autrement... » a donc accueilli des personnes de bonne volonté qui toutes, au quotidien, travaillent en faveur du « Construire ensemble ». Ateliers philo, théâtre, peinture, photo, expositions, journée portes ouvertes des lieux de culte et de laïcité, étaient au programme. Mais aussi : une représentation théâtrale de *Lettres à Nour* (mise en scène du Théâtre de Liège sur base du bouleversant roman de Rachid Benzine *Nour, pourquoi n'ai-je rien vu venir ?*) et une conférence commune de Rachid Benzine et Edouard Delruelle, *Croire, Douter, Critiquer*.

Enfin, des rencontres avec des spécialistes : Hicham Abdel Gawad avec *Les questions que se posent les jeunes sur l'islam, itinéraire d'un prof*, Jean Leclercq avec *Laïcité et religions : comment penser leur rapport ?*, Guy Haarscher avec *Comme un loup dans la bergerie*.

Débat il y a eu ! Mais pas stérile, un peu comme si chacun pressentait petit à petit que se connaître, découvrir ses divergences de vue, échanger pourrait peut-être conduire vers davantage d'union. Et si de ces divergences naissait une union capable de chercher la vie dans toutes ses dimensions ?

Rassembler les radicaux : la polarisation au cœur du débat

Méthodologie de travail mise en place par la Fondation Roi Baudoin à Bruxelles

Bien que cette bonne pratique n'ait pas lieu dans la province de Namur, nous avons cependant jugé utile de la relater. En effet, la méthodologie de travail est pertinente et inspirante : le processus de réflexion mis en place débouche sur une analyse prenant la forme d'un article d'opinion. Dans ce cas, il s'agit de la thématique du radikalisme, sorti de la sphère du religieux et de son caractère violent ou extrême.

Le « Groupe du Vendredi » est un groupe de jeunes belges (de 25 à 35 ans) déterminés à améliorer l'état de notre société. Originaires des deux côtés de la frontière linguistique, les membres qui ne sont pas forcément des experts des matières abordées, cherchent à apporter des réponses innovantes à des enjeux auxquels la Belgique est confrontée.

Pour ce faire, ils préparent des documents stratégiques sur des défis clés et alimentent le débat d'idées et d'éléments nouveaux. Par le biais d'analyses et d'études stratégiques, le groupe veut enrichir le débat public et politique d'idées nouvelles mais现实的. Ce groupe représente un forum unique, composé de jeunes provenant de divers horizons, qui prendront du temps pour la réflexion et le débat. Il est soutenu par la Fondation Roi Baudouin pour son fonctionnement et ses coûts opérationnels.

Chaque document stratégique passe par un long processus de réflexion. Il est d'abord soumis à un panel élargi, également composé d'experts

et de praticiens. Ensuite, il est revu et amendé par les membres du groupe et par une sélection de correspondants. Le texte final est diffusé à grande échelle.

Les auteurs disposent de quelques mois pour rédiger un rapport d'une trentaine de pages. L'objectif est d'analyser correctement une problématique donnée, en se basant sur des faits et des chiffres, mais également de proposer des solutions concrètes et originales aux décideurs, et de sensibiliser l'opinion publique, notamment par le biais des médias. Les auteurs communiquent leur message et traitent le feed-back reçu dans le cadre de séances privées avec des experts.

En parallèle de ces rapports, le groupe utilise différents canaux de communication pour partager ses idées et lancer des débats au sein de l'opinion publique (cartes blanches, communiqué de presse, participation à des conférences, etc.) Le groupe communique vers l'extérieur en français et en néerlandais.

Chaque document écrit est signé par ses co-auteurs qui seuls portent l'entièreté de la responsabilité de la véracité scientifique des thèses avancées ainsi que des positions idéologiques soutenues. Néanmoins, ces écrits sont toujours le fruit d'une interaction avec le groupe, les autres membres se prêtant au jeu de la critique constructive ou proposant des améliorations formelles ou de contenu.

Un article d'opinion de janvier 2017 sur la thématique du radicalisme est le fruit d'une de ces rencontres. L'acceptation du terme dans ce cas est dénuée de violence et d'extrémisme. Cela amène toute la nuance nécessaire aux amalgames souvent fait entre « radicalisme » et « radicalisme extrême ou violent » ou « radicalisation ». Ici, le glissement est évité.

« Le radicalisme contre le populisme. Le radicalisme est notre meilleur rempart contre la démagogie ».³⁵

Rassembler les radicaux : la polarisation au cœur du débat

Dans la Constitution des Athéniens, œuvre majeure du IVème siècle avant notre ère, Aristote décrit le régime politique dans la Grèce antique. D'importants passages de l'ouvrage sont consacrés aux mécanismes mis en place pour lutter contre les malversations publiques. Ainsi, des contrôles réguliers des décisionnaires avaient lieu que ce soit via l'épicheirotonia (vote sur la bonne administration des mandataires), les logistai (audit des comptes) ou tout simplement un graphè dôrôn (la dénonciation).

Cet exemple antique nous rappelle que les problèmes de corruption ou de malversation dans la gestion publique sont un phénomène inhérent à l'organisation des sociétés humaines. Il ne s'agit donc ni d'un mal wallon, ni d'un mal contemporain, contrairement à ce que les tourbillons politiques du moment pourraient nous faire croire. L'Histoire peut également nous éclairer sur l'efficacité des dispositions à mettre en place pour lutter contre ces écueils. Et ce qui devrait attirer notre attention dans l'Antiquité, grecque ou romaine d'ailleurs, est la persistance des cas de corruption malgré la lourdeur des sanctions, menant à la peine de mort dans bien des cas. D'Eschine à Démosthène et bien entendu Périclès, les récits de malversations publiques semblent aussi fréquents que les ébats des dieux de l'Olympe. En d'autres mots,

la peur du pilori n'est pas un outil efficace pour garder les hommes (de pouvoir) sur le droit chemin.

Pourtant, et malgré ce constat séculaire, force est de constater que nos sociétés continuent à considérer le fouet châtieur comme une solution efficace. La vindicte avec laquelle d'aucuns ont obtenu la démission du

Ministre Paul Furlan en est un exemple. En Belgique – pas qu'en Belgique d'ailleurs – l'appel à la démission est une sorte de réflexe pavlovien lors de chaque épisode de scandale politique. De Decker, Vanackere, Milquet, la liste est trop longue pour tous les nommer. A moins de considérer tous nos responsables politiques comme des retardés mentaux, incapables de mesurer que les écarts de conduite constituent un risque important, il faut bien reconnaître que le risque de couperet ne suffit pas à prévenir les écarts.

Face à ce constat, trois évolutions sont possibles. On nommera la première la passéeiste, ou la fataliste. Elle consiste à maintenir le système actuel, s'accommodant tacitement du caractère inévitable des crises de ce type, dont on met fin par un jeu de chaise musicale. La deuxième évolution est au cœur du mouvement populiste, révolutionnaire ou réactionnaire. Elle prend pour hypothèse que ces conduites sont le propre d'une élite corrompue, ayant érigé son propre système pour se partager profits et largesses. Elle consiste alors à décapiter ces élites et leur système pour le remplacer, on suppose par un autre, plus intransigeant, plus véridique, plus pur. On nommera la troisième évolution la radicale, la réformatrice ou la progressiste. Elle nécessite inévitablement de comprendre que l'homme n'est intrinsèquement ni bon, ni mauvais, ni moral, ni immoral, mais que ce sont les organisations, systèmes et institutions qui l'amènent à générer du progrès ou du déclin. Cette évolution vise donc à apporter des adaptations fondamentales au système existant.

Chaque époque voit l'une de ces évolutions prévaloir sur les autres. La plupart du temps, c'est la fataliste qui prévaut tandis que les tournants dans l'Histoire voient l'une des deux autres la supplanter. L'intérêt de notre époque est sans

doute que nous nous trouvons à la fin d'un cycle. Nul besoin d'être un fin analiste politique pour observer que le populisme a le vent en poupe. Pour ceux qui ambitionnent contrer cette évolution, le maintien du statu quo est peu réaliste, le mouvement de balancier étant enclenché.

A l'échelle du sujet en question – la probité politique – et de notre pays ou région – la Belgique ou la Wallonie – il est donc nécessaire d'amener des propositions radicales sur la table. Furlan devait peut-être démissionner et Moreau se choisir un (seul) métier mais chacun sait que ce n'est que partie remise si l'on se cantonne à ces punitions. Le Groupe du Vendredi a élaboré une charte pour plus de déontologie en politique et a suggéré 12 réformes concrètes. La liste est longue entre imposer la transparence des cabinets politiques, réduire la taille et le nombre des incalculables conseils d'administration, jouer la transparence sur les rémunérations, etc. Ces étapes seraient infiniment plus bénéfiques que le doigt accusateur, certes nécessaire, pointé sur des responsables individuels. Car, dans un mois, dans un an, une autre affaire scabreuse surgira. Et il arrivera un moment – y est-on déjà ? – où la démission et la mise au ban ne satisfera plus une audience échauffée.

Bref, les réformes devront suivre ou certains boiront à nouveau la ciguë.

³⁶ Laurent Hanseeuw, économiste et membre du « Groupe du Vendredi ». Également paru dans L'Echo du 27 janvier 2017.

Observations du C.A.I.

A la croisée de diverses thématiques liées aux personnes étrangères et d'origine étrangère ; de divers partenaires sociaux et institutionnels ; de diverses valeurs liées à l'interculturalité, le C.A.I. contribue à améliorer une cohabitation harmonieuse de tous. C'est depuis ce point de vue qu'il observe les changements liés à la montée du radicalisme sur son champ d'action.

Conséquences sur le champ d'action du C.A.I.

Les acteurs sociaux avec lesquels le C.A.I. travaille ont fait part, notamment depuis l'attentat de Charlie Hebdo, d'une inquiétude croissante ressentie à la fois par leur public, leurs collègues, leurs conditions de travail, les changements politiques... Les dernières tensions identifiées et objectivées sont celles liées à la déontologie (maintien ou non du secret professionnel, rupture du lien avec le bénéficiaire). Le C.A.I. perçoit un certain danger à voir des plans radicalisations naître en parallèle ou à la place de plans de cohésion sociale. Le risque étant de glisser du préventif vers le répressif, de l'inclusion vers l'exclusion et de renforcer les stigmates et, de ce fait, renforcer le discours et les positions des terroristes.

Ces mêmes travailleurs sociaux et partenaires sont également très inquiets de l'augmentation saisissante des préjugés, du racisme et de la radicalisation de l'extrême droite. La polarisation de la société explicitée plus avant est un réel constat sur le terrain. La Ville de Namur, dans son diagnostic sur le « radicalisme violent » pose des constats similaires.

Actions proposées par le C.A.I.

Comment maintenir, dans une structure telle que le C.A.I., une ligne de travail cohérente et gardant tout son sens en préservant l'humain au centre de ses préoccupations, pour continuer à accompagner au mieux les personnes étrangères et d'origine étrangère dans un cadre interculturel préservé ? Un accompagnement vers leur auto-

La crise mondiale que nous traversons (économique, sociale, politique, environnementale mais aussi culturelle) cristallise les positions ; la cohésion sociale s'en retrouve très fragilisée. Nous devons chercher des solutions alternatives pour travailler sur les articulations entre pratiques religieuses ou culturelles minoritaires et les processus d'inclusion/d'intégration. Plus que jamais, les orientations choisies entre respect des minorités/communautarismes et inclusion/universalisme peuvent être lourdes de conséquences. Les concepts liés à l'intégration sont connotés politiquement et idéologiquement. Ils apportent davantage de clivages que de réponses.

Les actions menées en lien avec le radicalisme suite aux constats et observations relevés ci-avant, s'articulent autour de projets pédagogiques d'information, de sensibilisation et de formation :

- Renforcer et si besoin, créer des espaces de dialogue afin d'être à l'écoute des acteurs sociaux pour co-construire des actions concernant le phénomène de radicalisation
- Eclairer le sujet avec l'aide d'interventions de spécialistes, comme c'est le cas par exemple avec les Echanges de midi
- Créer et organiser des formations sur les préjugés, les stéréotypes, sur les causes de radicalisation

- Créer des publications, à l'instar de ce Coaxions par exemple

- Appuyer méthodologiquement les communes et renforcer la complémentarité avec le Plan provincial et local d'intégration (PPLI) si nécessaire et dans le respect de nos délimitations

- Crée de la transversalité visible et cohérente entre les PCS, les PPLI et le parcours d'intégration

- Organiser et participer aux plateformes de lutte antiracisme et de lutte contre les discriminations avec la plateforme Wallonie-Bruxelles.



« C'est très important le rire, il brise le mur de la peur, de l'intolérance et du fanatisme ».

La Nuit sacrée – Tahar Ben Jelloun

Conclusion

« ...quand on parle du radicalisme violent, l'important c'est de bien situer la problématique et surtout de la dé-islamiser. Quand on parle de cette question, les gens pensent systématiquement au djihadisme et à ses formes les plus extrêmes comme Al-Qaïda par exemple. Le radicalisme violent de type musulman s'inscrit en vérité dans un contexte beaucoup plus large de radicalisation et de polarisation de notre société. Nombre sont ceux qui se sentent largués par la société et qui sentent qu'elle ne les représente plus, qu'elle ne les entend plus. Dès lors, on constate une radicalisation de type identitaire et qui a tendance à amener les gens vers tout ce qui est parti populaire, de droite, d'extrême droite avec la résurgence de mouvements extrêmement violents, que l'on voit en priorité dans les pays de l'est, mais qui vient des pays de l'Europe de l'ouest. Et dans cet ensemble général de personnes qui se sentent exclues de la société et qui veulent reprendre quelque part pied, la figure du djihadisme, donc du radicalisme violent de type musulman, n'est qu'une figure de ce motif beaucoup plus large. On n'est pas dans le domaine de l'exceptionnalité religieuse. On est dans le domaine de la politique, des politiques sociales, des politiques d'inclusion sociale, des politiques de lutte pour l'égalité, des luttes contre la pauvreté, dans le renouvellement démocratique. Et c'est sur tous ces éléments clés que les acteurs, qu'ils soient décideurs politiques, acteurs institutionnels, des acteurs de la société civile, ... peuvent prendre appui pour penser et changer les choses. Je pense que c'est vraiment une des clés de la résolution de cette question ». M. Privot, vidéo de la DiCS (Direction interdépartementale de la Cohésion Sociale).

Afin d'appuyer les propos de M. Privot et pour rebondir sur l'objectif majeur de ce Coaxions (décloisonner le « radicalisme » de la sphère religieuse), nous pouvons alors prendre toute la mesure de la difficulté de ceux qui tentent d'établir des profils, d'identifier des individus présentant un risque terroriste et de les empêcher de nuire, notamment dans les programmes de prévention de la radicalisation. Cela est étayé, notamment, par M. Sageman dans un ouvrage intitulé « Le Vrai Visage des terroristes³⁷ ». L'auteur s'est penché sur les motivations de 172 terroristes djihadistes telles qu'elles ressortaient de leurs dossiers judiciaires. Ses conclusions concordent avec les entretiens de détenus et des recherches en psychologie menés depuis des dizaines d'années : le radicalisme violent n'est réductible ni à des motivations idéologiques ou religieuses ni à des pathologies psychiatriques individuelles.

En effet, dans la profusion des recherches, publications, enquêtes journalistiques, états des lieux, diagnostics, ... consacrés au phénomène, que de façon plus ou moins rigoureuse, on désigne sous l'expression « radicalisme », peu aident réellement à comprendre ce qui s'y joue. C'est en revanche le cas de la dernière étude menée méthodiquement sur le parcours et le discours de personnes s'engageant dans le radicalisme (violent) par O. Roy³⁸. Celle-ci éclaire très utilement le basculement possible dans l'action radicale dont le caractère est violent, qu'elle soit religieuse ou non : cela procède avant tout d'une démarche nihiliste, qui vient trouver dans la rhétorique de groupes terroristes et la communication audiovisuelle ultramoderne l'occasion d'une transfiguration narcissique (réseaux sociaux et smartphones, diffusions d'informations gratuites -dans la langue locale-, facilité des échanges opaques, faible coût et rapidité des déplacements dans le monde).

En d'autres termes, la « « radicalisation » (violente) ne proviendrait pas d'une quelconque radicalisation religieuse ; elle la précédrait. Pour les mêmes raisons, le passage à la violence, de la délinquance à l'engagement en Syrie ou en Irak par exemple, se ferait avant le recrutement par un groupe terroriste, qui, le plus souvent, prendrait la forme d'un adoubement à posteriori. C'est en tout cas l'hypothèse de pistes explicatives actuelles.

Si le radicalisme, dans ses formes extrêmes, vient révéler les peurs et les fragilités de nos démocraties, la lutte contre la criminalité terroriste suppose non seulement une politique pénale adaptée mais encore et surtout le renforcement de « notre capacité à cultiver les vertus démocratiques de résistance et de sérénité »⁵¹. Il s'agit de ne pas céder à la panique ni à la surenchère belliqueuse mais bien de leur opposer un attachement inébranlable à l'Etat de droit démocratique, tant dans les discours que dans les actes. Nous avons vu, à échelle locale, comment les bonnes pratiques se fondent pour la plupart sur des débats, des mises en dialogue, des formations, de la pédagogie du « vivre ensemble », ... Cette volonté de construire des réponses fondées sur des échanges entre citoyens est une manière ne pas mettre en péril les valeurs démocratiques.

De même, nous encourageons les acteurs de terrain, les décideurs, les citoyens, à soutenir et à aller vers de la rigueur théorique, mais aussi vers de la créativité et à sortir du cadre habituel des champs scientifiques (sociologie, psychologie, économie,...) pour chercher, même dans d'autres disciplines, des outils, des concepts, des métaphores qui puissent permettre de saisir autrement de tels phénomènes sociaux.

³⁷ M. Sageman,
Le Vrai Visage des terroristes, De-noël, Paris, 2005

³⁸ O. Roy, *Le Djihad et la mort*, Seuil, Paris, 2016

⁵¹ A. Garapon,
M. Rosenfeld,
Démocraties sous stress. Les défis du terrorisme global, PUF, Paris, 2016

Outils pédagogiques

« Terrorisme en question » : la CNAPD lance le site internet « questionterrorisme.be »

La CNAPD (Coordination nationale pour la Paix et la Démocratie) capitalise son expérience en matière de déconstruction et de compréhension du terrorisme en proposant une démarche à la fois pédagogique et citoyenne. « Terrorisme en questions ? » ouvre la réflexion pour comprendre davantage ce que sont le terrorisme et la lutte contre le terrorisme afin de rediriger le débat public vers les véritables causes qui le rendent possible.

Le site internet est structuré en quatre parties : www.questionterrorisme.be

1. Un récit interactif, intitulé « Le livre dont tu es le terreau », invite le lecteur à entrer dans un récit où il sera amené à faire des choix face à de la violence politique.
2. L'outil pédagogique « terro[p]risme » : dix fiches déconstruisent certaines idées reçues et la manière dont le phénomène du terrorisme est perçu et relaté dans les médias.
3. Une « boîte à outils » offre des supports pédagogiques, didactiques, académiques traitant les thématiques du terrorisme, de l'extrémisme violent et de la violence politique.
4. Une « boîte à partages » propose au lecteur un espace d'expression où il peut poser une question, commenter ou même partager son sentiment à ce sujet.

Récits de vie et supports pédagogiques

« Rien à faire, rien à perdre » est un support pédagogique qui vise à travailler le concept dit de « radicalisme violent » avec des publics divers (jeunes et adultes) sur base de récits de vie de jeunes filles et garçons directement concernés par la question.

En partant de l'hypothèse selon laquelle « l'individu est le produit d'une histoire dont il cherche à devenir le sujet » explorée en sociologie clinique et par le biais d'un dispositif en récit de vie, ces jeunes ont mis en mots leurs parcours identitaires avant de les illustrer en images. Sur la base de cette matière vivante, nous avons conçu un support pédagogique composé d'une capsule vidéo réalisée par chacun des jeunes concernés, de son récit de vie retranscrit et de

Comprendre et prévenir la polarisation sociale et le radicalisme (Asbl Bravvo)

<http://bravvo.be/radicalisme-385>

L'asbl Bravvo propose une cellule nommée PRE-RAD. Le but est de prévenir et gérer, à moyen et long terme, les risques associés aux personnes en voie de radicalisation, radicalisées ou condamnées pour des faits de terrorisme, dans les quartiers les plus touchés.

Afin de soutenir les professionnels de l'enseignement, de l'éducation permanente et de l'aide à la jeunesse, la Cellule PreRad développe et met à disposition gratuitement différents outils et ressources pédagogiques pour comprendre le phénomène et renforcer la résilience des publics jeunes face à des discours extrémistes violents. Ceux-ci sont disponibles directement ci-dessous ou sur demande :

Bibliothèque scientifique (liste biblio)
Dossier professionnel
Dossier pédagogique
Ateliers d'animation sur le sujet
Films et capsules vidéos

Sur demande, la Cellule peut également accompagner des professionnels dans la mise en place de projets pédagogiques spécifiques et adaptés à leur contexte.

« Ma meilleure amie s'est fait embrigader », outil vidéo pour animer un débat, réalisé par le Centre de prévention contre les dérives sectaires (CPDSI)

<http://www.cpdsi.fr/actualites/>

Le Jeu des « 3 Figures » (formation)

Formations – fiche publiée le 04 décembre 2015

L'objectif de cette formation est de prévenir la violence à l'école, renforcer l'empathie, privilégier le recours à l'adulte et se détourner des chemins qui mènent au radicalisme.

Ce projet vise à former les enseignantes maternelles au jeu théâtral des trois figures. Jouer une heure par semaine à l'agresseur, à la victime et au redresseur de torts soutient non seulement les objectifs classiques de l'enseignement maternel mais a également des effets bénéfiques en termes de prévention de la violence.

Ce dispositif proposé par Serge Tisseron a fait l'objet d'une recherche action, suite à quoi il s'est progressivement implanté en France. A partir de septembre 2010, Yapaka le propose en Belgique (toujours sous la supervision de Serge Tisseron).

<https://shar.es/1B4w3l>

Yapaka : dossier « Nous sommes tous Charlie »

Recueil de pistes pour parler de la liberté d'expression avec les enfants et les jeunes.

Aller sur le site <http://www.yapaka.be/page/nous-sommes-tous-charlie-quelques-pistes-pour-en-parler-avec-nos-enfants>

PROF n° 25 - Bonus : Vivre ensemble

Ce bonus réunit quelques ressources pédagogiques qui complètent le mini-dossier « Lutte contre le radicalisme » paru dans le numéro de mars-avril-mai 2015 de PROF (pages 4-7).

Ligne téléphonique (FWB)

« Extrémismes et radicalismes violents, quelle que soit la manière dont la problématique vous touche, trouvons des solutions ensemble ».

La Fédération Wallonie-Bruxelles met à disposition un numéro d'appel gratuit pour tout besoin d'aide concernant une demande d'écoute, un soutien professionnel et pour trouver des solutions ensemble.

0800/111 72
extremismes-violents@cfwb.be

Orientation bibliographique

Quelques références disponibles au Centre de ressources Documentaires de la Province de Namur - Réseau Anastasia

ARTICLES

• Qui sont les responsables «radicalisme» ? / NACZYK Rafal

ALTER ECHOS, 393, 20/11/14, p. 22-23

Pour s'attaquer au radicalisme, les communes bruxelloises ont créé un nouveau poste : «responsable radicalisme». Les premiers fonctionnaires viennent d'entrer en fonction à la Ville, à Molenbeek et Schaerbeek. Mais le flou subsiste sur cette fonction encore inédite

• Dossier : Les jeunes séduits par le djihadisme : quand la répression prend le pas sur l'éducation / TONDEUR Kim, ROBLAIN Antoine, MALKI Bachar, ET AL.

JOURNAL DU DROIT DES JEUNES, 341, 01/2015, p 7-23

Ces djihadistes qui décident de rentrer au pays, on les appelle «returnees». Ils reviennent du théâtre de guerre syrien, ont certainement vécu des expériences traumatisantes mais s'y sont aussi peut-être radicalisés à l'extrême. Entre la carotte et le bâton, quelles réponses apportent donc la communauté internationale et la Belgique face à un tel cas de figure ?

• Dossier : Assistants sociaux : détecteurs de radicaux ? / MOUTON Amélie, MORMONT Marinette, VALLET Cédric

ALTER ECHOS, 397, 13/02/2015, p. 4-12

Lutter contre le radicalisme. Ce leitmotiv se fait entendre à tous les étages, de plus en plus pressants, de plus en plus incessant. Le monde politique, la société civile et notamment des représentants belges de la communauté musulmane s'expriment haut et fort sur le sujet. Tandis que les uns prônent la création de cours de citoyenneté obligatoires à l'école, les autres insistent sur la «normalisation de la présence des citoyens musul-

mans» dans notre société. Les derniers hommes et femmes politiques - élaborent ça et là leurs divers «plans d'action pour la prévention du radicalisme».

Au sein de ces plans, on retrouve notamment cette idée, bien dans l'air du temps, du travailleur social qui muterait en une espèce de «détecteur» des signes de radicalisation. Une proposition qui ne va pas sans poser question, notamment celle du secret professionnel. La récupération du travail social à des fins sécuritaires n'est pas quelque chose de nouveau. Mais les derniers événements pourraient opérer une légitimation de ce phénomène.

• Qui sont les jihadistes français ? / KHOSROKHAVAR Farhad, DORTIER Jean-François, ROY Olivier, ET AL.

SCIENCES HUMAINES, 268, 03/2015, pp. 8-19

Qui se radicalise, pourquoi et par quels processus ? En France apparaissent deux groupes aux ressorts distincts, l'un issu des banlieues et passé par la délinquance, l'autre venant des classes moyennes, le regard tourné vers la Syrie.

• Lutter contre le radicalisme à l'école : Une circulaire controversée / SILBERBERG Valérie

EDUQUER, 112, 03/2015, p. 6-8

Déconstruire les discours radicaux, donner les outils aux enseignants, aux parents et aux travailleurs de terrain pour aider des jeunes à se déradicaliser, ou mettre l'accent sur l'éducation à la citoyenneté, ce sont quelques-unes des mesures portées par les ministres de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

• Dossier : Radical libre / PAITJAN Ani, ANSAY Alexandre, JAMIN Jérôme, ET AL.

AGENDA INTERCULTUREL, 325, 04/2015,

Comment écrire un dossier sur le phénomène de djihadisme sans passer par

réponse adaptée à ces mineurs en révolte ?

• Dossier : Prévention de la radicalisation : Quelle place pour le travail social ? / DELHON Laetitia, KIES Ouisa

LIEN SOCIAL (Le), 1168, 03-16/09/2015, pp. 24-31

Le travail social comme outil de prévention a été absent des annonces qui ont suivi les attentats de janvier. Et le manque de formation des éducateurs spécialisés en matière de radicalisation s'est fait criant, à mesure que ce phénomène a pris de l'ampleur. Malgré tout, sur le terrain, les travailleurs sociaux se sont emparés de cette problématique et ont commencé à y répondre. Entre écoute d'une parole libérée - sans tabou ... tout cela n'aide pas à apaiser le discours. Celles et ceux qui ont alimenté ce dossier le répètent au fil des pages : «Le dialogue est le squelette qui permet au corps social de tenir debout», il nous faut descendre dans l'arène de la discussion sans nous réfugier dans la provocation facile, ou encore jeter des passerelles entre la police, les jeunes, les journalistes. Un premier grand pas serait donc l'écoute et l'échange. Un constat quelque peu déprimant pour ceux d'entre nous traversés par l'illusion que nous avions déjà dépassé cette étape ...

• Empêcher la stigmatisation, prévenir la radicalisation / BENLOULOU Guy, MOHAMED Marwan

LIEN SOCIAL (Le), 1165, 24/06/2015, pp. 32-33

L'idée d'un «problème de l'islam en France», relayée par des partis politiques et une partie des médias, favorise la propagation d'un certain racisme. En même temps, des jeunes adhèrent à des idéaux destructeurs, posant des problèmes de cohésion dont la réalité est plus ou moins palpable. Marwan MOHAMED, sociologue, analyse les causes de ces phénomènes et la réponse que les éducateurs et l'école peuvent apporter.

• Des jeunes radicalisés en IPPJ / VALLET Cédric

POLITIQUE : REVUE DE DEBATS, 90, 05-06/2015, pp. 56-57

Une poignée de jeunes dits «radicalisés» sont enfermés en institutions publiques de protection de la jeunesse (IPPJ). Comment travaille-t-on avec eux ? Quel est le profil de ces jeunes ? L'IPPJ est-elle une

réponse adaptée à ces mineurs en révolte ?

• Jeunesses et djihadisme / LE BRETON David

CULTURES & SOCIETES : SCIENCES DE L'HOMME, 37, 01/2016, p. 27-32

L'engagement dans le djihadisme s'appuie sur une décision propre du jeune. Il en retire d'abord un sentiment intime de force, sa fragilité se dissout dans la puissance réelle ou fantasmée de son groupe d'élection et dans la conviction d'être digne de Dieu. En outre, il est relié intimement à la chaîne immense des élus, lui qui ne se sentait rien, insignifiant ou qui manquait d'une signification forte à son existence. Il s'agit souvent d'un jeune en manque d'estime de soi, ayant des difficultés à contenir sa frustration.

• Les causes multiples du radicalisme / TORREKENS Corinne, ROELENS Nicolas

DEMOCRATIE - MOC, 1, 01/2016, p. 13-15

Les attentats de Paris ont une nouvelle fois relancé le débat sur le lien entre terrorisme et Islam. Ce qui frappe Corinne Torrekens, politologue et spécialiste de l'islam, c'est la méconnaissance des processus qui mènent au radicalisme violent et les réponses souvent inadéquates de l'État. Entretien.

• Radicalisme : paroles de travailleurs sociaux / WINTEL Julien

ALTER ECHOS, 418, 29/02/2016, p. 24-26

On les dit parfois abattus. Ou au contraire déterminés à continuer leur travail, convaincu de l'utilité de celui-ci. À la suite des attentats de Paris, les travailleurs des AMO, maisons et autres centres de jeunes sont en première ligne. Alter Echos est allé à leur rencontre.

• Dossier : Radicalisme violent : Comprendre, prévenir au-delà de l'urgence / LAMGHARI Younous, COOLSAET Rik, TORREKENS Corinne, ET AL.

OBSERVATOIRE (L'), 86, 12/2015, p. 4-81

Le radicalisme violent, qu'on le veuille ou non, nous concerne tous et révèle des failles importantes de notre société. Comment assurer une prévention qui échappe aux amalgames et ne se confond

pas avec le répressif, le sécuritaire ? Cela n'implique pas de révolutionner le travail social, mais plutôt d'affiner certains de ses outils, certaines de ses méthodes, et de mieux cerner un phénomène complexe et multifactoriel.

• Radicalisation : le secteur jeunesse, acteur de prévention / VALLET Cédric

ALTER ECHOS, 421, 18/04/2016, p. 24-26

Au lendemain des attentats bruxellois, la ministre Isabelle Simonis a présenté onze mesures de lutte contre la radicalisation des jeunes. Ces mesures préventives s'appuient essentiellement sur le secteur jeunesse.

• À la recherche d'une âme : psychopathologie de la radicalisation et du terrorisme / BENEZECH Michel, ESTANO Nicolas

ANNALES MEDICO PSYCHOLOGIQUES, 174, 4, Mai 2016, p. 235-249

Les récents attentats et tentatives d'attentats sur le sol français, liés à la mouvance islamiste, ont amené les auteurs de cet article à se questionner sur ce qui peut pousser une personne à choisir le chemin de la lutte armée dans le cadre de croyances religieuses détournées. Ils se sont appuyés sur une revue internationale de la littérature psychologique et psychiatrique afin de tenter de dégager les processus explicatifs sous-tendant le processus d'adhésion à une idéologie radicale et le basculement d'individus dans le terrorisme. Les auteurs se sont focalisés sur trois axes principaux : une présentation générale du terrorisme et de ses liens éventuels avec la psychiatrie et la psychopathologie : la figure du «loup solitaire» mais aussi des cellules terroristes organisées responsables d'action mieux coordonnées ; les données pouvant être utilisables sur un plan pratique par les enquêteurs chargés des investigations et des interrogatoires.

Ils rappellent pour terminer les grands principes de la prise en charge des terroristes dans les processus de «déradicalisation» par le biais de protocoles visant à instituer un sentiment individuel positif d'existence.

• Qui sont les jihadistes français ? Analyse de 12 cas pour contribuer à l'élaboration de profils et à l'évaluation du risque de passage à l'acte / BAZEX Hélène, MENSAT Jean-Yves

ANNALES MEDICO PSYCHOLOGIQUES,

L'accroissement des actes de terrorisme commis en Europe par l'Etat islamique entraîne la communauté des sciences humaines à contribuer à la connaissance psychologique et à la réflexion sur la prise en charge des personnes parties combattre en Syrie. Cette publication a pour objectif d'illustrer des apports de la littérature scientifique internationale par une analyse thématique (biographie, relation à la religion, motivations du départ en Syrie...) de 12 cas de jeunes djihadistes français partis combattre en Syrie. Ces réflexions permettent de dégager des pistes en matière d'élaboration de profils cliniques et d'évaluation de leur risque de passage à l'acte et de violence.

• **Délinquance : Une politique sécuritaire aveugle / MUCCHIELLI Laurent, BENLOULOU Guy**

LIEN SOCIAL (Le), 1187, 9-22/06/2016, p. 28-39

L'Etat d'urgence et ses mesures sécuritaires ne répondent en rien aux questions de prévention de la délinquance ou de la radicalisation. Laurent Mucchielli pense que «la question clef est celle de la proximité que les professionnels sont capables d'avoir avec les populations fragilisées».

• **Qu'est-ce que le fanatisme ? / JOURNET Nicolas**

SCIENCES HUMAINES, 283, 07/2016, p. 18-21

Peut-on être fanatique et rationnel ? Plusieurs livres récents répondent par l'affirmative. Ils exposent la dynamique de groupe et les motivations qui enclenchent la mécanique extrémiste.

• **A Molenbeek, une cellule pour faire face à la radicalisation / BOSSÉ Juliette, VANDERHAEGHEN Olivier**

EDUQUER, 123, 06/2016, p. 7-9

Le sujet est brûlant. A tous les niveaux (fédéral, communautaire et communal), de plus en plus de dispositifs voient le jour pour lutter contre la radicalisation des jeunes. L'auteur a rencontré Olivier Vanderhaeghen, qui gère l'ensemble des dispositifs de prévention de la commune de Molenbeek, dont la cellule «radicalisation».

• **Pour quels motifs les jeunes s'engagent-ils dans le djihad ? / BOUZAR D., MARTIN M.**

NEUROPSYCHIATRIE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE, 64, 6, 10/2016, p. 353-359

Les travaux sur l'étiologie de la radicalisation en lien avec l'islam abordent cette dernière sous différents angles. Cette recherche propose une analyse des motifs d'engagement radical, sous-jacent au projet de départ chez Daesh, pour 809 jeunes suivis en désembragagement par le Centre de prévention, de déradicalisation et de suivi individuel (CPDSI). Cette association, mandatée par le Ministère de l'intérieur comme cellule mobile nationale, pour transmettre sa méthode expérimentale de déradicalisation aux équipes anti-radicalité des préfectures, a accompagné ces jeunes entre 2014 et 2016, suite à leur arrestation à la frontière par la police ou à l'intervention des parents pour les empêcher de partir.

Une analyse qualitative des informations recueillies dans le cadre des prises en charge a mis en évidence sept motifs distincts d'engagement relevant tous d'une recherche d'idéal et/ou d'une fuite du monde réel, en plus d'une catégorie transversale concernant les jeunes possiblement suicidaires. Des événements de vie spécifiques se sont avérés associés à chaque motif d'engagement.

• **Bernard De Vos : «Il faut repenser notre système éducatif au sens large» / VALLET Cédric, DE VOS Bernard**

ALTER ECHOS, 438, 13/02/2017, p. 8-10

Bernard De Vos a présenté son rapport annuel au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. L'occasion d'échanger avec le délégué général aux Droits de l'enfant sur tous les enjeux saillants du moment : éducation, petite enfance, aide à la jeunesse et radicalisme.

• **Radicalisation : «Le symptôme d'une problématique bien plus globale» / GUELAMINE Faïza, TREMIN-TIN Jacques**

LIEN SOCIAL (Le), 1202, 2-16/03/2017, p. 32-33

Pour Faïza Guélamine, la radicalisation ne constitue pas une situation spécifique dont la gestion échapperait aux compétences du travail social. A condition de lui en donner les moyens, il pourrait intervenir avant l'embrigadement fanatique.

• **Dossier Djihadisme / RICHARD François, BERTRAND Michèle, GUILLOU Julien**

ADOLESCENCE, 99, Printemps 2017, p. 119-166
Au sommaire de ce dossier :
- Du terrorisme djihadiste ;
- Le djihadisme à l'adolescence ;
- La fascination pour l'islamisme.

• **Molenbeek, un an après / KASASA Aya**

LIGUEUR (LE), 7, 29 mars 2017, p. 10-11

Une année a passé. Molenbeek n'est plus sous le feu des médias, mais son image de base arrière abritant des jeunes radicalisés demeure. La commune panse ses plaies. Prévention de crise, prévention secondaire et stérilisation du terroir ciblé par les recruteurs : Sarah Turine, échevine chargée de la jeunesse, de la cohésion sociale et du dialogue interculturel, revient sur les chantiers en cours, la question familiale toujours au cœur de l'approche. Mais dans quel contexte ?

• **Djihad : «On a abusé de son idéal et facilité son départ» / KATZ Myriam, BEN ALI Saliha**

LIGUEUR (LE), 4, 15/02/2017, p. 22-23

«On a abusé de son idéal et facilité son départ», affirme Saliha Ben Ali en parlant de Sabri, son second fils, parti en 2013 pour la Syrie où il a perdu la vie. Depuis, cette mère de quatre enfants n'a de cesse de se battre contre le radicalisme et ses violences. Avec son association S.A.V.E. Belgium, elle a mis en place une série d'actions de soutien aux familles confrontées aux méfaits intégristes, dont les Mothers School. Son histoire et l'analyse qu'elle en fait sont éclairantes.

OUVRAGES

• **L'engagement des jeunes Belges dans des groupes djihadistes combattants / LEGROS Samuel, MAMPAEY Coralie, ZALESKI Thibault**

CNAPD, 2016, 53 p.

Cote : 323.28/LEG

Mi 2014, la CNAPD publiait la brochure «L'engagement des jeunes Belges en Syrie». Depuis, le conflit syrien a continué et continue d'évoluer. Ainsi, si l'analyse des causes et la présentation des acteurs restaient pertinentes, il fallait lui ajouter une extension géographique (avancée de Daesh en Irak et en Syrie ; intervention militaire essentiellement occidentale dans les deux pays) et considérer que certains des groupes rebelles présents en Syrie se combattent désormais également mutuellement (notamment contre Daesh dont l'objectif est l'instauration d'un califat dans cette région contrarialement à d'autres groupes rebelles qui combattent le gouvernement Syrien).

N'oublions pas non plus les nombreux attentats dont ceux de Paris et Bruxelles qui accentuent encore la problématique et rendent les causes de la radicalisation, celles du départ des jeunes en Syrie, les limites de la «lutte contre le terrorisme» et l'analyse géopolitique toujours plus brûlante actualité. Pour ces nombreuses raisons, la CNAPD a donc décidé de mettre à jour la brochure et d'en publier une nouvelle qui intègre les événements entre 2014 et 2016.

• **Pourquoi nous sommes tous des djihadistes / ALDE'EMEH Montasser, LARUELLE Jacques**

LA BOÎTE A PANDORE, 2015, 277 p.

Cote : 323.28/ALD

Le départ de jeunes Belges sans histoire vers la Syrie pour prendre part à la guerre qui s'y déroule ne cesse d'interpeller nos sociétés occidentales. Qu'est-ce qui pousse ces jeunes, filles et garçons, à s'en aller ainsi risquer leur vie au nom d'une foi qui n'est pas toujours celle de leurs parents ? L'auteur, belgo-palestinien, est islamologue et chercheur universitaire. Pour comprendre les motivations de ces combattants d'un nouveau genre, il est parti avec eux sur les routes, a vécu, dormi, mangé, passé les frontières avec eux. Il nous les livre ici.

• **Comment sortir de l'emprise «djihadiste» ? / BOUZAR Dounia**

LES EDITIONS DE L'ATELIER, 2015, 156 p.

Cote : 323.28/BOU

Avec les attentats-suicides récents en France, le djihad effraie... ou séduit plus que jamais. Nombre de jeunes partent se former à la guerre sainte, recrutés par des groupes terroristes devenus maîtres en embuscade. Dans cet ouvrage, Dounia BOUZAR préconise d'utiliser les mêmes techniques que celles prônées pour les victimes de sectes afin de dégager les jeunes de l'emprise «djihadiste».

• **Adolescents en quête de sens : Parents et professionnels face aux engagements radicaux / MARCELLI Daniel, LANCHON Anne, ROSSIGNOL Laurence**

ERES, 2016, 210 p.

Cote : 159.922.8/MAR

Les adolescents ont besoin de donner un sens à leur vie. Mais lorsqu'ils sont vulnérables, en marge, sans espoir de réussite sociale, il arrive qu'ils se laissent séduire par des discours radicaux qui trouvent un écho en eux. Comment travailler avec eux cette question de la citoyenneté et du sens, et prévenir les dérives potentielles ? Comment aider leurs parents et les professionnels qui les entourent ? Ces questions ont été au cœur d'un colloque organisé par L'École des Parents en mars dernier à Toulouse.

• **La foi malgré tout : Croire en prison / SARG Rachel**

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 2016, 263 p.

Cote : 343.81/SAR

Mars 2016, l'aéroport de Zaventem est victime d'un attentat terroriste perpétré par des personnes radicalisées. Après Paris, une nouvelle terreur s'étend sur l'Europe. La Belgique tient le triste record du nombre de jeunes qui partent se battre en Syrie pour l'Etat Islamique. Qui sont-ils ? Qu'est-ce qui les motive ? Comment sont-ils endoctrinés ? Répondre à ces questions permettrait sans doute de prévenir la radicalisation de nos jeunes et leur départ pour la guerre, si ce n'est pour la mort. Dans cet ouvrage ont été rassemblés les points de vue d'islamologues, de géopoliticiens,

crit dans le Code de procédure pénale. Mais comment sont régulées, gérées les offres et les demandes religieuses au quotidien ? Comment dans cet espace de grande proximité et de cohabitation vivre son appartenance religieuse ?

(Texte repris, en partie, au dos de l'ouvrage)

• **La pensée extrême : Comment des hommes ordinaires deviennent des fanatiques / BRONNER Gérald**

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, 2016,

Cote : 316.647/BRO

Comment expliquer la rationalité paradoxale de ceux qui s'abandonnent à la folie du fanatisme ? Gérald Bronner défaît un certain nombre d'idées reçues sur leur profil et leurs intentions, à travers l'exploration d'un univers mental mal connu et qui, à juste titre, fait peur. En convoquant les travaux les plus récents de la sociologie, des sciences politiques et de la psychologie cognitive, son texte dessine un portrait inédit d'un mal qui ronge les démocraties contemporaines : la radicalisation des esprits. S'appuyant sur de nombreux exemples et expérimentations de psychologie sociale, il propose un descriptif des étapes qui conduisent au fanatisme et quelques solutions pour aider à la déradicalisation.

(Texte repris au dos de l'ouvrage)

• **La Belgique face au radicalisme : Comprendre et agir / DALLEMAGNE Georges, MATZ Vanessa, MARTENS Quentin**

UCL-PRESSES UNIVERSITAIRES DE LOUVAIN, 2016, 243 p.

Cote : 323.28/DAL

de hauts responsables européens de la lutte contre le terrorisme, psychiatres, policiers, magistrats. Des pistes pour, espérons-le, pouvoir mieux lutter contre ces fléaux terroristes.

• **Jeunes et djihadisme : Les conversions interdites / JEFFREY Denis, LACHANCE Jocelyn, LE BRETON David, ET AL.**

LES PRESSES DE L'UNIVERSITE LAVAL, CHRONIQUE SOCIALE, 2016, 206 p.

Cote : 323.28/JEF

Pourquoi des jeunes, mêmes non musulmans, se laissent-ils séduire par le discours des recruteurs de l'Etat islamique ?

Comment ces jeunes en viennent-ils à adhérer à la violence du terrorisme, quitte à risquer leur propre vie ? Les auteurs de cet ouvrage apportent un éclairage socioanthropologique sur ces questions.

• **D'où vient la violence islamique ? / ZANAZ Hamid**

LES EDITIONS DE PARIS, 2016, 72 p.

Cote : 323.28/ZAN

La grande peur actuelle de nos sociétés occidentales, c'est le terrorisme islamiste. Pour lutter efficacement contre un phénomène, il faut bien le comprendre. C'est le but poursuivi d'Hamid ZANAZ dans ce petit ouvrage. Il nous livre ici les clés des sources de la violence islamique.

• **Le djihad et la mort / ROY Olivier**

SEUIL, 2016, 166 p.

Cote : 323.28/ROY

La mort du terroriste n'est pas une possibilité ou une conséquence malheureuse de son action, elle est au cœur de son projet. Les jeunes djihadistes n'ont plus peur de mourir. Et c'est bien ça qui nous fait peur à nous, leurs cibles. Voilà où se situe la force de Daesh : jouer sur nos peurs. Ce qui peut nous amener à remettre nos institutions en cause et, de là, à voir nos sociétés imploser...

Quelques ajouts du C.A.I. :

- **F. Dassetto, Radicalisme et djihadisme. Devenir extrémiste et agir en extrémiste, Cismoc, Essais et recherches en ligne, juin 2014, 26 pages.**

Conférence organisée par la CNAPD, *La radicalisation, un outil utile au contrôle de l'ordre social ?, par Renaud Maes, Docteur en Sciences sociales et politiques, Professeur invité à l'Université Saint-Louis, enseignant-chercheur à l'ULB et Rédacteur en chef de La Revue nouvelle, <http://www.cnapd.be/13476-2/>*

- **P.-J. Laurent (sous dir.), Tolérances et radicalismes : que n'avons-nous pas compris ?, éd. Couleur Livres, Bruxelles, 2016, 187 p.**



Centre de Ressources Documentaires provincial – Réseau Anastasia

Campus provincial

Rue Henri Blès 188-190
5000 NAMUR
081/77.67.29 – 99
<http://anastasia.province.namur.be>
anastasia@province.namur.be

Ouvert :
Du 1^{er} septembre au 30 juin :
- Lundi : 12h-17h
- Mardi, mercredi, jeudi : 8h30-17h
- Vendredi : 8h30-16h
- Samedi : 10h-13h30 (sauf congés scolaires)

Centre régional pour l'intégration des personnes étrangères et d'origine étrangère de la province de Namur
2, rue Docteur Haibe - 5002 St-Servais Tél.081 73 71 76 - Fax 081 73 04 41 info@cainamur.be - N°entreprise: 429681789
Ed. resp.: Benoîte Dessicy - janvier 2018

Avec le soutien du Fonds social européen, de la Wallonie, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de la Province de Namur et des Villes de Namur et de Sambreville.

Illustrations : Thomas Burion <https://www.facebook.com/tburion>

Les articles signés par les membres de l'équipe sont publiés sous la responsabilité du C.A.I.
Les articles signés par des auteurs extérieurs le sont sous leur propre responsabilité.

La reproduction des articles publiés dans Coaxions est encouragée moyennant mention de la source.
Tirage : 500 exemplaires



Caxions

